USAID DU PEUPLE AMERICAIN

Clingendael Institute

ICCT International Centre for Counter-Terrorism

Acteurs coutumiers dans un contexte singulier

Le cas de la région du Centre-Nord au Burkina Faso

USAID Résilience coutumière

Thomas Caulier
Fransje Molenaar

Acteurs coutumiers dans un contexte singulier

Le cas de la région Centre-Nord du Burkina Faso

Thomas Caulier
Fransje Molenaar

USAID Résilience coutumière
Décembre 2021

Cette étude a été réalisé grâce au généreux soutien du peuple américain par l'intermédiaire de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Son contenu relève de la responsabilité de l'Institut néerlandais des relations internationales Clingendael et du Centre international de lutte contre le terrorisme (ICCT) et ne reflète pas nécessairement les points de vue de l'USAID ou du gouvernement des États-Unis.

Décembre 2021

© Netherlands Institute of International Relations 'Clingendael' and The International Centre for Counter-Terrorism (ICCT)

Cover photo: Femmes pétrissant du millet à Kaya, Burkina Faso Centre-Nord. © CIDSE - together for global justice

L'utilisation non autorisée de tout élément figurant sur le site Internet constitue une violation du droit d'auteur, du droit des marques de commerce et/ou d'autres lois. Si un utilisateur télécharge à des fins personnelles ou non commerciales des éléments du site Internet ou de toute autre source ayant un lien avec L'Institut Néerlandais des Relations Internationales 'Clingendael', ou l'Institut Clingendael ou le Centre International de Lutte contre le Terrorism (ICCT), cet utilisateur doit veiller à conserver tous les avis concernant le droit d'auteur, les marques de commerce, ainsi que les avis équivalents contenus dans les éléments d'origine ou toute reproduction de ces éléments.

Les éléments figurant sur le site Internet de l'Institut Clingendael ou de l'ICCT peuvent être reproduits ou montrés en public, distribués ou utilisés à des fins publiques et non commerciales, à la condition expresse que l'Institut Clingendael et l'ICCT soient cités comme en étant la source.

Une autorisation est requise pour toute utilisation du logo de l'Institut Clingendael et de l'ICCT. Celle-ci peut être obtenue sur demande auprès du bureau de communication de l'Institut Clingendael (press@clingendael.org) ou de l'ICCT (info@icct.nl).

L'Institut Clingendael et l'ICCT interdisent catégoriquement les activités de jonction avec leurs sites Internet décrites ci-après, car elles peuvent constituer des violations du droit d'auteur ou du droit des marques de commerce : les liens qui utiliseraient notre logo sans notre autorisation, l'encadrement de notre site Internet, les liens intégrés ou les méta-balises, de même que les hyperliens ou toute forme de lien qui camouflerait l'URL.

À propos de l'auteur

Thomas Caulier est un ancien stagiaire de recherche au sein de l'Unité de Recherche sur les Conflits (CRU) de Clingendael. Il s'intéresse particulièrement à la gouvernance hybride ainsi qu'à la criminalité transfrontalière en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel.

Fransje Molenaar a travaillé comme *Senior Research Fellow* au sein de l'Unité de Recherche sur les Conflits (CRU) de Clingendael. Elle est spécialisée dans l'industrie du trafic d'êtres humains en Afrique, en particulier au Sahel et en Libye.

ICCT Réseaux Sociaux

@ICCT_TheHague
ICCT – The Hague
ICCT – The Hague

Clingendael Réseaux Sociaux

@clingendaelorg
The Clingendael Institute
The Clingendael Institute

Table des matières

Remerciements **1**

Description du projet **1**

Liste des abréviations **2**

1 Introduction **3**

2 Centre-Nord : principaux défis et menaces **5**

2.1 Situation sécuritaire 5
2.2 Résilience des communautés 10

3 Les autorités coutumières comme acteurs de la gouvernance locale dans le Centre-Nord **16**

3.1 Structure de la gouvernance locale dominante 16
3.2 Structure de l'autorité coutumière dominante 18
3.3 La gouvernance locale en pratique 20

4 Contributions des autorités coutumières à la résilience des communautés **23**

4.1 Le rôle stabilisateur des autorités coutumières après des crises majeures 23
4.2 Les autorités coutumières comme intermédiaires dans la fourniture de services publics 25
4.3 Le rôle des autorités coutumières dans la gestion des terres 26

5 Le rôle des autorités coutumières dans le renforcement de la résilience face aux organisations extrémistes violentes **29**

5.1 Le rôle des autorités coutumières dans la fourniture de sécurité 29
5.2 Le rôle des autorités coutumières dans la résolution des conflits 31
5.3 La contribution des autorités traditionnelles à la cohésion communautaire 35
5.4 La perte d'influence des autorités coutumières auprès des jeunes 42

6 Implications pour la programmation **44**

Remerciements

Cette étude a été rendue possible grâce au soutien généreux du peuple américain par le biais du Département d'État des États-Unis et de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Son contenu relève de la responsabilité de l'Institut néerlandais des relations internationales de Clingendael et du Centre international de lutte contre le terrorisme (ICCT) et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'USAID ou du gouvernement des États-Unis. Nous tenons à remercier Mahamoudou Savodogo et Héni Nsaiba pour leur révision de ce chapitre régional.

Description du projet

Ce rapport fait partie de l'étude financée par l'USAID *Acteurs coutumiers dans un contexte singulier : La résilience des autorités traditionnelles et religieuses face à l'extrémisme violent au Mali, au Niger et au Burkina Faso*. Les données présentées dans ce chapitre sont basées sur les 1437 enquêtes et 656 entretiens semi-structurés avec des informateurs clés (EIC) menés dans les régions de Gao et Ménaka (Mali), de Tillabéri (Niger), et du Centre-Nord, de l'Est et du Sahel (Burkina Faso) entre octobre 2020 et avril 2021. Notre tableau de bord interactif présentant les principaux résultats, y compris les liens vers le rapport de synthèse et quatre autres rapports régionaux, peut être consulté ici: https://www.clingendael.org/publication/customary-legitimacy

Liste des abréviations

ACLED	Données sur les lieux et les événements des conflits armés
CCFV	Commission de conciliation foncière villageoise
CVD	Conseil villageois de développement
EIC	Entretiens avec des informateurs clés
EIGS	État islamique au Grand Sahara
GFAT	Groupement des forces antiterroristes
JNIM	Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (*Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin*)
ONG	Organisation non gouvernementale
PDI	Personne déplacée interne
VDP	Volontaires pour la défense de la patrie

1 Introduction

Dans tout le Sahel, les chefs coutumiers tels que les chefs de village sont de plus en plus pris pour cible par les organisations extrémistes violentes, une dynamique que l'on retrouve également dans la région Centre-Nord du Burkina Faso.[1] Ce rapport analyse les rôles des autorités coutumières dans la gouvernance municipale et souligne leurs contributions à la résilience des communautés. En particulier, il examine leurs contributions à la résilience de leur communauté face à l'extrémisme violent, en soulignant leur action même lorsqu'elles sont menacées.

Dans une comparaison entre six régions frontalières sahéliennes du Liptako-Gourma, nous constatons que le Centre-Nord est la région de notre étude qui obtient les meilleurs résultats en matière de résilience générale des communautés.[2] Elle obtient également de bons résultats pour plusieurs autres indicateurs. Notamment, les personnes interrogées dans le Centre-Nord estiment en grande majorité que leurs autorités coutumières servent les intérêts de leurs communautés plutôt que leurs propres intérêts. Par conséquent, les chefs coutumiers bénéficient d'un niveau de confiance élevé et leur rôle dans la résolution des conflits et les mesures de sécurité est perçu comme positif.

Afin de mieux comprendre la raison pour laquelle les autorités traditionnelles et religieuses se portent si bien dans la région du Centre-Nord, ce rapport analyse plus de 120 entretiens avec des informateurs clés (EIC) et 250 enquêtes recueillies dans cinq municipalités : Kaya (la capitale du Centre-Nord), Boulsa, Pissila, Mané, et Kongoussi.[3] L'interprétation des données du Centre-Nord doit tenir compte du fait que, pour des raisons de sécurité, toutes ces municipalités sont situées dans la partie sud de la région, relativement plus sûre. Conscients du fait que le groupe ethnique Mossi est largement prédominant et qu'il s'accapare de la plupart des

1 Jeune Afrique 2019. Burkina Faso : le bilan de l'attaque de Yirgou s'alourdit et passe de 13 à 46 morts, 4 Janvier. ; Reuters 2021. Extremists target African village leaders in wave of assassinations, 8 octobre.

2 Molenaar, F. Demuynck, M. and de Bruijne, Kars. 2021. *Acteurs coutumiers dans un contexte singulier : La résilience des autorités traditionnelles et religieuses face à l'extrémisme violent au Mali, au Niger et au Burkina Faso*, Clingendael Institute Conflict Research Unit (CRU) and the International Centre for Counter-Terrorism (ICCT).

3 Pour le chapitre méthodologique de cette étude, veuillez consulter de Bruijne, K. 2021. Méthodologie de l'étude « Acteurs coutumiers dans un contexte singulier ». The Hague: Clingendael Institute.

postes de haut rang au sein de l'État dans la région, ainsi que les hiérarchies des autorités traditionnelles et religieuses, nous avons sélectionné un certain nombre de municipalités qui abritent également des groupes ethniques minoritaires importants.

Comme le montre ce rapport, les taux de cohésion sociale existants et l'optimisme prudent de nos répondants ne doivent pas faire oublier la précarité du Centre-Nord. Le Burkina Faso connaît l'une des crises de déplacement les plus rapides au monde – et la région du Centre-Nord se trouve à l'épicentre de cette crise, accueillant près d'un tiers de toutes les personnes déplacées internes (PDI).[4] Le nombre de personnes déplacées qui ne cesse de croître, l'épuisement et la surcharge des acteurs de la sécurité, ainsi que le manque cruel de moyens matériels et financiers mettent la capacité de résilience de la région à rude épreuve, y compris celle des chefs coutumiers au niveau municipal.[5]

Afin de fournir une évaluation détaillée des réalités locales, ce rapport suit les étapes suivantes. Il commence par une évaluation des principaux défis et menaces sécuritaires à multiples facettes auxquels les habitants du Centre-Nord font face, afin d'identifier les enjeux des communautés interrogées. Par la suite, le chapitre analyse le rôle des acteurs de la gouvernance coutumière dans ce paysage de gouvernance, avant de se pencher sur leur contribution à la résilience des communautés. Une cinquième section se penche sur les contributions des autorités coutumières à la résilience contre l'extrémisme violent, en mettant l'accent sur leur rôle dans la fourniture de sécurité, la résolution des conflits et la cohésion communautaire. Une dernière section explore les implications pour les politiques et les programmes.

4 UNHCR Burkina Faso, Country Operational Update July – August 2021.

5 La crise croissante des déplacés en interne est un sujet sensible pour le gouvernement. En septembre 2021, le gouvernement a suspendu les activités de l'ONG Norwegian Refugee Council après que celle-ci ait critiqué la lenteur de la réponse du gouvernement burkinabé.

2 Centre-Nord : principaux défis et menaces

2.1 Situation sécuritaire

Outre l'insécurité alimentaire, le Centre-Nord est de plus en plus marqué par des incidents violents et des dynamiques conflictuelles profondément ancrées dans la montée des tensions entre éleveurs et agriculteurs. Le changement climatique, la forte pression migratoire économique des Mossis du Nord et du Plateau-Central, le développement des cultures de saison sèche et l'expansion des activités agro-industrielles, l'érosion et la diminution des terres arables, la spéculation, la diminution des ressources hydrauliques et l'expansion démographique ont contribué à la réduction des terres disponibles et se sont traduits par une intensification de la concurrence pour accéder aux ressources naturelles.[6] En outre, les éleveurs sont confrontés à des extorsions de la part des forces de sécurité et de défense, au vol de bétail par des bandits et à l'obstruction des couloirs de transhumance – ce qui les amène à laisser leur bétail errer sans surveillance, causant ainsi des dégâts qui peuvent éventuellement déclencher des conflits supplémentaires avec les agriculteurs.[7]

Les conflits entre éleveurs et agriculteurs sont souvent ancrés dans les tensions ethniques, notamment entre les Mossis (traditionnellement agriculteurs) et les Peuls (traditionnellement éleveurs), qui constituent les deux plus grands groupes ethniques du Centre-Nord. La suspicion mutuelle entre ces deux groupes ethniques est profonde. Les Mossis sont accusés d'avoir un accès privilégié à l'administration de l'État – une revendication renforcée par l'afflux de migrants mossis, qui accroît leur domination démographique.[8]

Depuis 2016, la situation sécuritaire au Burkina Faso au sens large se dégrade face à une présence croissante des groupes extrémistes violents dans le nord du pays, à la frontière avec le Mali et le Niger. Avec la propagation progressive à la

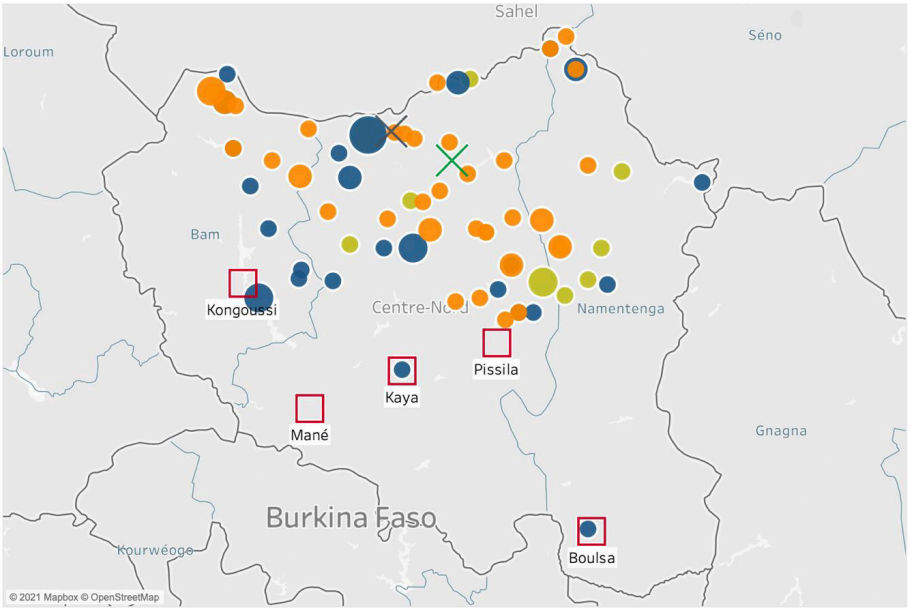
6 International Crisis Group, 2020. Burkina Faso: Stopping the Spiral of Violence. Africa Report, no. 287.

7 Bisson, L. Cottyn, I. de Bruijne, K. and Molenaar, F. 2020. Between Hope and Despair: Pastoralist adaptation in Burkina Faso. CRU Report, the Hague: Clingendael.

8 International Crisis Group 2020, *op. cit.*

mi-2018 d'Ansarul Islam depuis le nord vers d'autres régions du pays, de l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) et du Groupe pour le soutien de l'Islam et des musulmans (*Jama'at Nusrat al-Islam wal Muslimin*, JNIM) fin 2018, l'insécurité a également augmenté dans le Centre-Nord. De 2018 à 2019, les incidents impliquant des combattants terroristes sont passés de sept (en 2018) à 109 incidents (en 2019), dont près des deux tiers ont ciblé des civils sous forme de pillages, d'extorsions, d'enlèvements et de meurtres (voir la carte 1 ci-dessous pour un aperçu des incidents violents tout au long du processus de collecte des données).

Carte 1 Incidents dans le Centre-Nord (juin 2020 - juin 2021)



Évènements
1
2
3
4
5

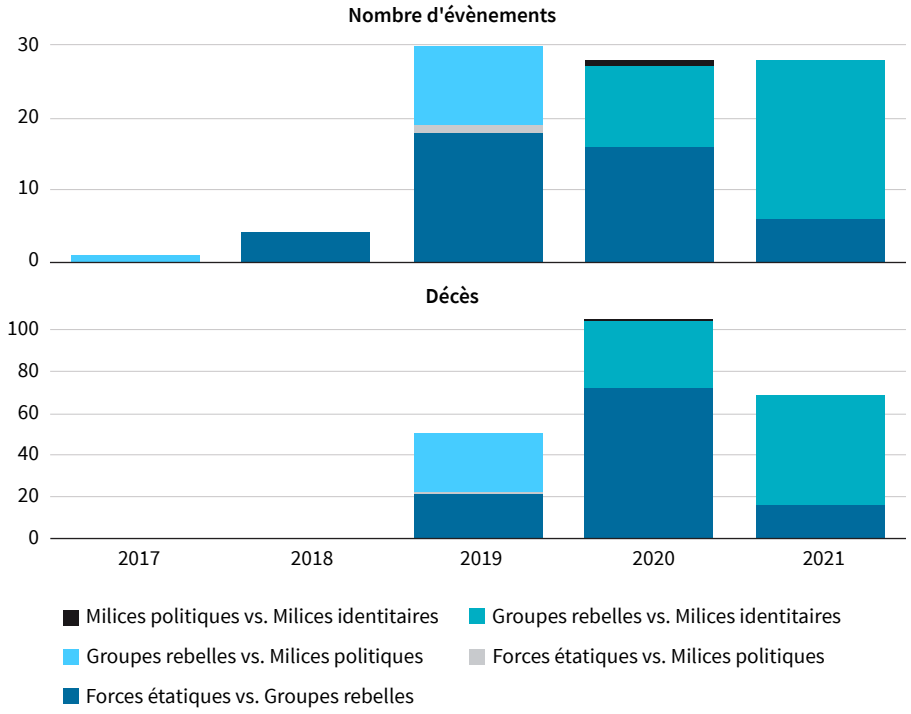
Légende
✕ Cellule
● Évènement
□ Site de recherche

Site de recherche
Cellule présumée du JNIM
Cellule présumée du l'EIGS
Combats
Violence contre les civils
Pillage/Destruction de biens/explosions

Tout au long de 2019, l'EIGS et le JNIM se sont développés dans le Centre-Nord et la domination sur la zone a apparemment changé entre les deux groupes tout au long de l'année. Les militants d'Ansarul Islam et du JNIM ont été très actifs à la frontière avec la région sahélienne voisine au début de 2019. Ils ont ciblé principalement les forces de sécurité, les milices d'autodéfense locales ainsi que des cibles symboliques telles que les dirigeants locaux, les écoles et les travailleurs des organisations non gouvernementales (ONG). L'EIGS a commencé à se doter d'une présence plus forte dans la région à partir de la mi-2019. Dans les trois départements du Centre-Nord, l'EIGS a, de plus en plus, commis des actes de violence aveugle contre des civils. Vers la fin de l'année 2019, le JNIM semblait avoir adopté également cette tactique – potentiellement dans le but de sécuriser sa domination sur la région.

Après une brusque escalade de la violence en 2019, et dans un contexte de prolongement de la même tendance en 2020, le gouvernement burkinabé a créé les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP), une force de défense largement composée de membres de groupes d'autodéfense existants tels que les Koglweogos et soutenant les efforts du gouvernement burkinabé pour contrer l'activité des groupes extrémistes violents dans le pays. Tout en s'engageant dans de multiples affrontements avec le JNIM et l'EIGS, les VDP sont devenus une cible stratégique des attaques des groupes terroristes. Entre le début de 2020 et la mi-2021, ces attaques ont doublé et ont causé également presque le double de morts (voir la figure 1 ci-dessous).

Figure 1 Interaction des acteurs dans des batailles dans le Centre-Nord (2017-2021)[9]



Simultanément, les forces de sécurité burkinabé et les groupes d'autodéfense/VDP se sont livrés à de nombreuses exactions contre les civils, visant principalement les communautés peules. Même si les VDP prétendent être inclusifs de toutes les ethnies, il ne l'est pas dans la pratique, ce qui renforce les tensions ethniques existantes qui se traduisent par des conflits violents.[10] Le ciblage des Peuls par les Koglweogos et les VDP résulte à la fois du fait que ces deux groupes recrutent principalement parmi les communautés mossis et fulsés, et des préjugés largement répandus contre les Peuls, qu'ils perçoivent comme étant affiliés aux groupes terroristes. Dans le Centre-Nord, un exemple particulier qui ressort est le

9 Données ACLED, voir Raleigh, C. Linke, A. Hegre, H. and Karlsen, J. .2010. "Introducing ACLED-Armed Conflict Location and Event Data", *Journal of Peace Research*, vol. 47, pp. 651-660. Ceci est le codage des interactions entre les acteurs pendant les affrontements qui sont déroulés dans le Centre-Nord entre 2017 et 2021.

10 *Ibid.*

massacre, le 1er janvier 2019, de 113 Peuls par des membres des Koglweogos dans le nord de la province du Sanmatenga. En retour, les Peuls sont parfois poussés dans les bras des organisations extrémistes violentes.[11]

L'enracinement des tensions intercommunautaires et ethniques au Centre-Nord et l'implication des groupes armés étatiques et non-étatiques dans cette dynamique se sont fortement manifestés en 2021. Entre janvier et juin 2021, les incidents les plus violents se sont produits entre les organisations terroristes et les VDP (ou les forces de sécurité), ayant fait 69 morts en juin 2021. De même, les récents incidents dans le département de Bam, où les VDP ont attaqué et tué à plusieurs reprises des Peuls, témoignent d'une dynamique d'attaques de représailles qui s'est particulièrement répandue au premier semestre 2021.[12]

Les municipalités où la collecte de données a eu lieu ne sont pas épargnées par la violence. À Kaya, par exemple, une attaque terroriste présumée a visé le poste de police de la ville en février 2019, ce qui a donné lieu à une présence policière accrue.[13] À Boulsa, Kaya, Pissila et Kongoussi, les répondants de tous horizons ont mis en garde contre l'insécurité dans les zones environnantes. Interrogé sur la crise la plus grave survenue au cours des cinq dernières années, le chef de quartier de Boulsa a répondu :

> *Les attaques de Dablo, Yirgou et Nagraogo ainsi que de nombreuses autres menaces ont semé la terreur et la psychose dans la municipalité.*[14]

Un conseiller du chef à Pissila nous a affirmé que de nombreux jeunes ont fui vers Kaya et Ouagadougou en raison du niveau d'insécurité dans la municipalité.[15] Un chef traditionnel a déclaré qu'il avait été contraint de fuir son village pour trouver refuge à Pissila.[16] Dans l'ensemble, de nombreux répondants ont averti que la « situation de sécurité » constitue une grave menace pour l'avenir.

11 Human Rights Watch 2020. Sahel: Atrocities by the security forces are fueling recruitment by armed Islamists, 1 juillet.

12 Donnés ACLED, voir Raleigh, C. et al 2010, *op. cit.*

13 Entretien avec un Koglweogo, répondant, Pissila, 12 décembre 2020.

14 Entretien avec un chef traditionnel, répondant, Boulsa, 4 décembre 2020.

15 Entretien avec un chef traditionnel, répondant, Pissila, 17 février 2021.

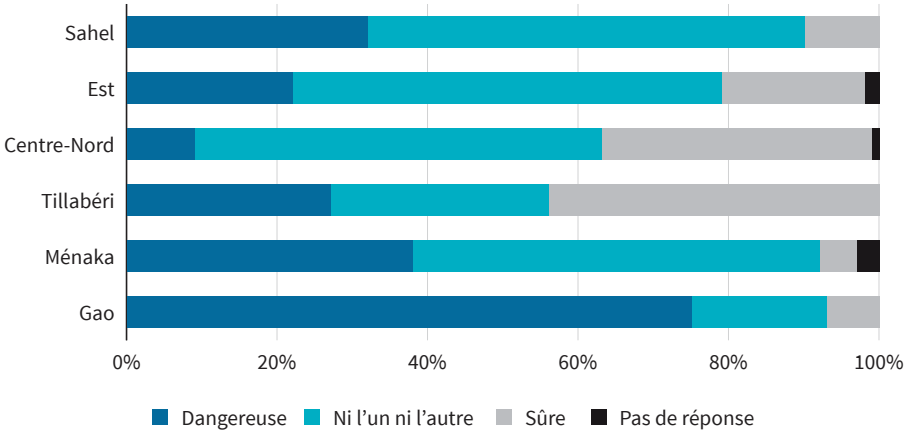
16 Entretien avec un chef traditionnel, répondant, Pissila, 3 décembre 2020.

2.2 Résilience des communautés

Comment cette situation sécuritaire globale influe-t-elle sur le niveau de risque et de résilience auquel sont soumises les municipalités du Centre-Nord? Malgré une forte exposition aux chocs externes, nous constatons que le Centre-Nord présente encore certaines des caractéristiques favorisant le plus la résilience au niveau de toutes les régions frontalières sahéliennes étudiées dans le cadre de cette étude. Ceci est particulièrement visible à travers les niveaux élevés de confiance envers les acteurs de la sécurité et de la gouvernance de l'État.

Malgré les problèmes de sécurité décrits ci-dessus, le Centre-Nord présente globalement le taux le plus bas de répondants qui se sentent en danger au sein de leur communauté parmi les six régions sur lesquelles porte cette étude (voir la figure 2 ci-dessous).[17] Cela s'explique en partie par le fait que toutes les municipalités concernées par notre étude sont situées dans la partie sud relativement sûre de la région. Dans ces municipalités, la présence des acteurs de la sécurité est perçue comme largement positive, avec des niveaux de confiance plus élevés que dans les autres régions.

Figure 2 Évaluation de la situation sécuritaire au sein de la communauté (par région)



17 Molenaar, F. Demuynck, M. and de Bruijne, Kars. 2021. *Acteurs coutumiers dans un contexte singulier : La résilience des autorités traditionnelles et religieuses face à l'extrémisme violent au Mali, au Niger et au Burkina Faso*, Clingendael Institute Conflict Research Unit (CRU) and the International Centre for Counter-Terrorism (ICCT).

En plus de la forte présence des Koglweogos et des PDV, le déploiement des forces de sécurité et de défense a considérablement augmenté depuis la montée en puissance des groupes extrémistes violents en 2015. Deux municipalités se distinguent comme particulièrement sécurisées, à savoir Kaya et Pissila. En tant que capitale de la région Centre-Nord, Kaya accueille le plus grand déploiement de forces de sécurité et de défense.[18] Les répondants ont également mentionné une présence importante de la gendarmerie sur l'axe Ouagadougou-Kaya et de la police sur l'axe Kaya-Pissila.

La présence des forces de sécurité se reflète dans les données de notre enquête, qui montrent que les citoyens du Centre-Nord sont les plus susceptibles – parmi toutes les régions incluses dans cette étude – de contacter des acteurs armés pour assurer leur sécurité (68%) et lorsqu'ils sont confrontés à la violence (74%).[19] L'expression "acteurs armés" utilisée ici englobe une large catégorie d'acteurs, dont la police et les forces de sécurité de l'État, mais aussi les groupes d'autodéfense et les initiatives de sécurité locales. Ce type de sécurité locale est très répandu dans le Centre-Nord, 80 % des personnes interrogées déclarant que leurs communautés ont organisé une réponse de sécurité collective en cas de menace.[20] Un membre de la communauté de Kongoussi a expliqué :

> *Actuellement, la population est impliquée dans la lutte contre l'insécurité car des comités d'alerte ont été mis en place dans chaque village. Ces comités sont chargés de signaler aux VDP tout cas suspect ou tout étranger qui entre dans la localité.*[21]

La propension des répondants du Centre-Nord à contacter les acteurs de la sécurité est sous-tendue par des niveaux de confiance élevés. La police et les forces de sécurité du Centre-Nord bénéficient des taux de confiance les plus élevés des trois régions du Burkina Faso étudiées, tandis que les groupes d'autodéfense et les initiatives locales de sécurité obtiennent les scores de confiance les plus élevés des six régions incluses dans cette étude (voir les figures 3 et 4 ci-dessous).

18 Kaya abrite également la structure de commandement du Groupement des forces antiterroristes (GFAT) et la principale base de l'armée burkinabé du Centre-Nord.

19 Les autorités traditionnelles – le deuxième acteur pertinent dans le Centre-Nord – ne sont contactées que par 9% des répondants pour assurer la sécurité et par 27% des répondants lorsqu'ils sont confrontés à la violence.

20 Au-delà de cette hypothèse, 58% des personnes interrogées déclarent n'avoir jamais assuré leur propre sécurité ou celle d'un autre membre de la communauté, et seulement 15% ont participé à des activités visant à améliorer la sécurité.

21 Entretien avec un membre de la communauté, répondant, Kongoussi, 15 février 2021.

Figure 3 Confiance dans la police et les forces de sécurité (par région)

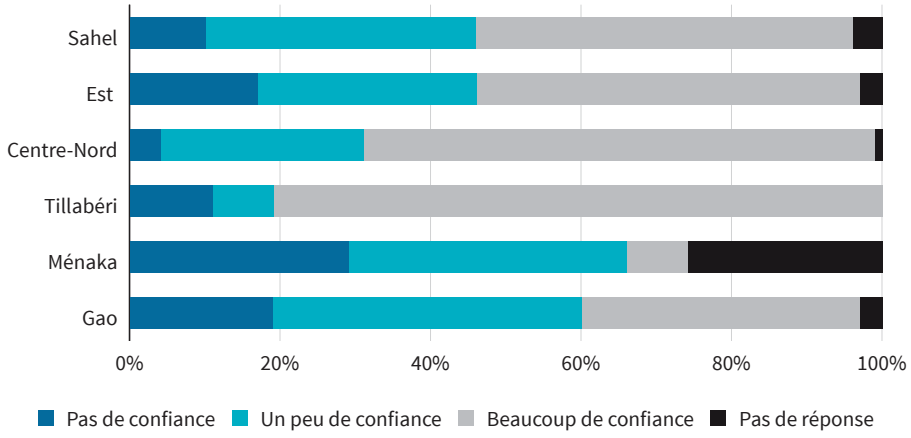
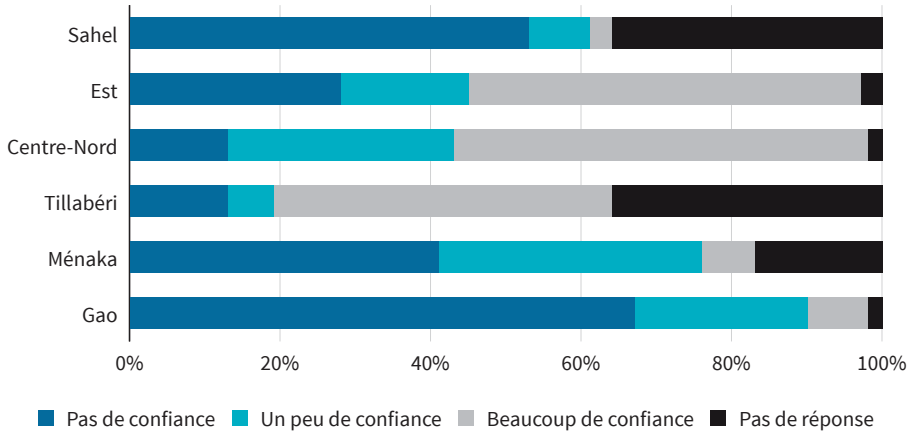


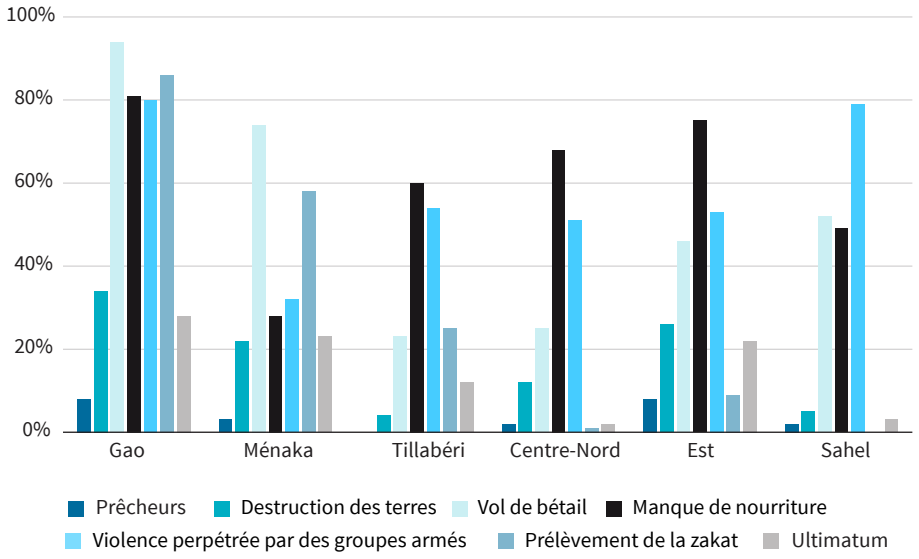
Figure 4 Confiance dans les groupes d'autodéfense et les initiatives locales de sécurité (par région)



Néanmoins, les résidents interrogés ont identifié des menaces autres que les problèmes de sécurité comme étant plus pressantes. Ainsi, de nombreux répondants à l'enquête ont souligné la menace du changement climatique. La plupart des répondants à l'enquête (68%) perçoivent l'insécurité alimentaire comme la principale menace, suivie par la violence perpétrée par les groupes terroristes

(51%) et le vol de bétail (25%) (voir la figure 5 ci-dessous).[22] Les répondants ont également souligné l'impact négatif de la pandémie de Covid-19 et les mesures restrictives prises pour la contenir.[23]

Figure 5 Menaces pour la sécurité (par région)

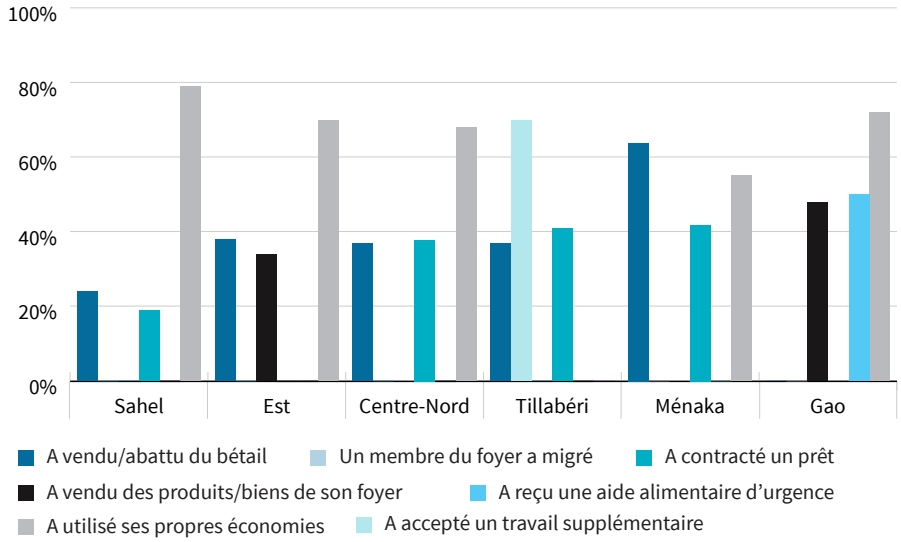


Comme c'est le cas dans d'autres régions, les répondants du Centre-Nord ont souligné leur autonomie face à ces menaces multidimensionnelles. Plus de 60 % des résidents interrogés ont précisé qu'aucune personne ne les a aidés à faire face aux conséquences des événements négatifs. Ainsi, 40 % se sont appuyés sur leur réseau privé de famille ou d'amis. En examinant leurs stratégies pour faire face aux chocs externes, nous avons remarqué que les personnes interrogées comptaient principalement sur leur propre épargne (68 %), la souscription de prêts (38 %) ou l'abattage ou la vente de leur bétail (37 %) (voir la figure 6 ci-dessous). Ces stratégies d'adaptation soulignent le manque de présence effective de l'État pour soutenir les communautés qui se retrouvent dans le besoin.

22 Entretien avec un chef traditionnel, répondant, Boulsa, 19 février 2021. Entretien avec un chef traditionnel, répondant, Kongoussi, 15 février 2021. Entretien avec un chef traditionnel, répondant, Kongoussi, 15 février 2021. Entretien avec un chef religieux, répondant, Mané, 16 février 2021. Entretien avec un représentant d'un chef traditionnel, répondant, Kongoussi, 15 février 2021.

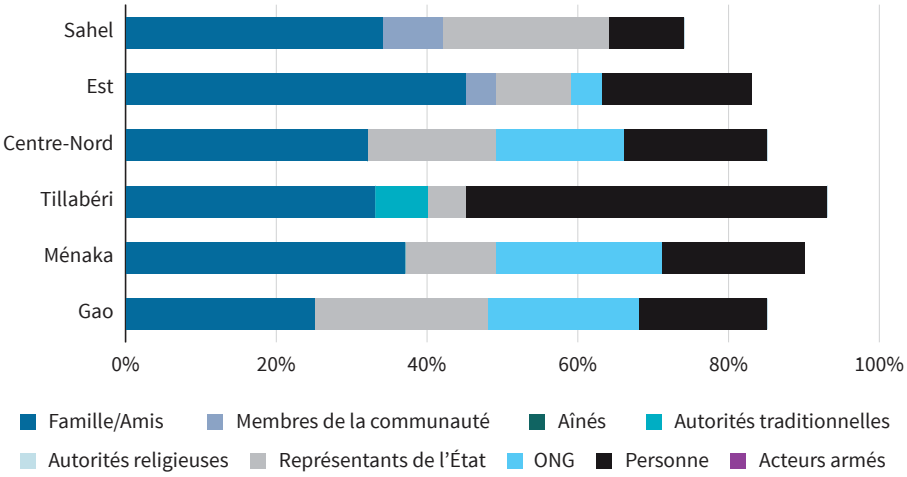
23 Entretien avec un chef traditionnel, répondant, Pissila, 17 février 2021.

Figure 6 Comment les ménages font face aux chocs (par région)



Cette autonomie s'étend en partie à la fourniture de services de base. Ainsi, 50 % des personnes interrogées affirment qu'elles ont compté principalement sur elles-mêmes, leurs amis et leurs familles. Pourtant, les habitants du Centre-Nord – plus que ceux des régions voisines du Sahel et de l'Est – semblent dépendre davantage d'acteurs externes, y compris les autorités municipales et les ONG, pour obtenir des services de base (voir la figure 7 ci-dessous).

Figure 7 Acteurs communautaires contactés pour la fourniture de services de base (par région)



En revanche, les autorités coutumières telles que les chefs traditionnels et les leaders religieux – comme dans toutes les régions étudiées – ne semblent pas jouer un rôle pertinent pour aider les membres de la communauté à faire face aux chocs ou à leur fournir des services de base. Les sections suivantes vont d'abord disséquer leur rôle dans la fourniture de la gouvernance dans la région Centre-Nord, avant de se pencher sur les multiples façons par le biais desquelles les autorités coutumières impactent la résilience des communautés.

3 Les autorités coutumières comme acteurs de la gouvernance locale dans le Centre-Nord

3.1 Structure de la gouvernance locale dominante

Le Centre-Nord présente une juxtaposition de structures de gouvernance dirigées par des représentants du gouvernement, des dirigeants élus et des autorités traditionnelles. A titre d'avertissement, il convient de noter que les zones exactes de compétence et d'influence géographique peuvent varier d'une structure de gouvernance à l'autre. Cependant, il est possible d'établir les équivalences approximatives suivantes :

Autorités traditionnelles et étatiques			
Niveau administratif	**Nomination centralisée**	**Leaders élus**	**Leaders traditionnels**
Région	Gouverneur	Conseil régional	/
Royaume [24]	/	/	Chefs (Dima de Boussouma et le Chef de Sanmatenga)
Province	Haut-commissaire	/	Chef de canton
Département/ Commune	Préfecture	Maire (élu par le conseil municipal)	Chef de groupement/ chef de canton
Village/Fractions		"Comité Villageois de Développement (CVD)"	Chef de village /chef de fraction /chef de tribu/ chef de terre
Quartier	/	/	Chef de quartier/secteur
Famille[25]	/	/	Chef de famille

24 Les royaumes ne sont pas des entités administratives en soi, mais chevauchent plusieurs provinces, d'où leur insertion au-dessus des provinces dans le tableau.

25 La famille n'est pas une entité administrative en soi, mais elle reste la plus petite unité organisationnelle de la société, d'où sa place dans le tableau.

Cette structure de gouvernance hybride est susceptible de créer des problèmes juridiques relatifs à la délimitation et aux chevauchements entre la loi et la coutume. Bien que la Constitution prévoie la possibilité d'harmoniser les coutumes traditionnelles avec la législation de l'État, les deux sources de réglementation restent distinctes dans la pratique, avec des aménagements juridiques particuliers qui laissent certains domaines à la seule compétence des coutumes. C'est notamment le cas en matière foncière, dans la mesure où la loi sur la réorganisation agricole et foncière exclut du champ d'application de la loi de l'État, les terres qui se trouvent sous le contrôle des autorités traditionnelles et reconnaît à ces dernières le rôle de partenaire indispensable dans les politiques de développement foncier.

Au cours des dernières décennies, les politiques de développement ont facilité l'émergence d'une nouvelle catégorie de dirigeants locaux, dont les conseils villageois de développement (CVD). Créés en 2006 dans le cadre d'une initiative de décentralisation visant à transférer davantage de pouvoir exécutif aux villages, les CVD ont pour mission principale de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans de développement et de participer aux commissions municipales de développement local.[26] En pratique, le CVD est créé par le conseil municipal auquel il doit rendre des comptes.[27] Il fonctionne grâce à de multiples sources de financement : un poste budgétaire du conseil municipal, les bénéfices générés par ses activités de développement (y compris les travaux qui lui sont directement délégués par le conseil municipal), les subventions au développement ainsi que les dons.[28]

26 Traoré, S. "Qu'est-ce qu'un conseil villageois de développement?," Radio France Internationale, March 17, 2018.

27 Dans la pratique, les relations entre les CVD et les autorités traditionnelles sont caractérisées par une symbiose dynamique. Au début, le président du CVD – souvent son seul membre – était souvent choisi dans l'entourage des autorités traditionnelles, quand elles n'accédaient pas elles-mêmes à cette fonction.. Maiga, I. "Conseils villageois de développement : Un outil efficace du développement local", LeFaso.net, 12 juillet 2007.

28 *Ibid*.

Certaines communes, comme Kaya et Pissila, ont également mis en place des commissions supplémentaires pour gérer les terres.[29] Ces commissions de conciliation foncières villageoises (CCFV) sont créées au niveau des villages pour réunir le chef de terre et les représentants du chef du village, une autorité religieuse, les communautés d'agriculteurs et d'éleveurs ainsi que les femmes et les jeunes.[30]

3.2 Structure de l'autorité coutumière dominante

La société mossi (Moagha) se caractérise par une administration hiérarchique, structurée et centralisée. Elle est constituée de royaumes, qui sont composés de différentes sous-structures. Il y a cinq royaumes mossis principaux au Burkina Faso, ainsi que de nombreux royaumes plus petits, autonomes, mais connectés.[31] Parallèlement à l'appareil étatique, il existe deux royaumes dans le Centre-Nord, contrôlés par des chefs traditionnels qui se disputent le pouvoir et l'influence : le Dima de Boussouma, basé à Boulsa et couvrant les municipalités de Pissila, Mané et Kaya entre autres, et la chefferie de Sanmatenga, basée à Kaya et couvrant le canton de Sanmatenga.[32] Ces deux principaux chefs partagent des zones d'influence officieusement délimitées, dans lesquelles ils exercent leur autorité sur tous les répondants – indépendamment de leurs ethnies. Parmi leurs sujets se trouvent les Peuls, qui ont également leurs propres chefs. Bien que ces derniers jouissent d'une certaine autonomie, ils restent sous l'autorité des chefferies mossis.

29 Entretien avec un représentant de l'État, défendeur, Kaya, 3 décembre 2020. Entretien avec un fonctionnaire, répondant, Pissila, 3 décembre 2020.

30 Yameogo, A. 2020. «Guide de Conciliation simplifié à l'usage des Commissions de Conciliation Foncières Villageoises» Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydro-agricoles du Burkina Faso.

31 Englebert, P. 1996. "Burkina Faso: Unsteady Statehood in West Arica", Boulder, CO: Westview Press.

32 Le Dima de Boussouma s'appelle Naaba Sigri et le Chef du Sanmatenga est le Naaba Koom. La politisation est un phénomène qui transcende toutes les couches de la hiérarchie traditionnelle : l'ancien Dima de Boussouma – Naaba Sonré – était député de l'opposition sous la bannière du Parti pour la démocratie et le progrès-Parti socialiste (PDP-PS), tandis que le nouveau Dima a même créé son propre parti politique, l'Alliance panafricaine pour la démocratie (APD). Voir aussi: Hilgers, M. and Mazzocchetti, J. 2010. "Révoltes et oppositions dans un régime semi-autoritaire: Le cas du Burkina Faso", Hommes et sociétés, Karthala. Kadari, S. "La création d'un parti politique par le Dima de Boussouma marque un recul de la démocratie représentative", LeFaso.net, May 21, 2020.

Encadré 1 Compétition historique entre les royaumes

À la fin du XIXe siècle, la famille Boussouma a usurpé le trône du Sanmatenga. Les réticences historiques persistent encore aujourd'hui : la politique intérieure de Kaya reste contestée entre les partisans du retour de la famille Sanmatenga et les partisans de la famille Boussouma.[33] Dans la pratique, cependant, le chef du Sanmatenga jouit d'une grande liberté d'action et n'est lié que par le respect des traditions et des coutumes, ainsi que par la soumission symbolique au Dima Boussouma (c'est-à-dire que le chef est intronisé par le Dima lui-même).

Au-dessous d'eux, le pouvoir est partagé entre la chefferie "administrative" ou "politique" (chef de village ou chef de canton) et la "chefferie foncière", également appelée *tẽn-soab-kẽema* (chef des eaux, chef de la brousse).[34] Bien que ces derniers jouissent d'une légitimité beaucoup plus grande, leur statut n'est pas normalisé juridiquement.[35] Le chef de district et le chef de canton sont désignés par leurs communautés sur la base de leur sagesse et détiennent l'autorité uniquement sur leurs communautés ethniques. Le poste de chef de village est héréditaire. Il est le substitut du roi, ce qui lui confère une influence importante. Certains de ces postes peuvent également être occupés simultanément. Ainsi, un chef de village peut agir simultanément en tant que chef de canton.

Les relations entre les autorités traditionnelles de niveau inférieur ne reproduisent pas les luttes de pouvoir qui existent au niveau du royaume. D'après les données qualitatives recueillies, tant auprès des membres de la communauté que des autorités traditionnelles, il apparaît que les autorités traditionnelles entretiennent de bonnes relations entre elles. Elles se réunissent fréquemment pour discuter des problèmes et des conflits, ainsi que pour échanger des informations sur ce qui se passe dans leurs communautés.[36] Selon les personnes interrogées,

33 Vaast, M. 2010. "Le recours à la chefferie moaga dans la commune de Kaya. Stratégies personnelles ou opposition populaire ?", in Mathieu Hilgers éd., "Révoltes et oppositions dans un régime semi-autoritaire. Le cas du Burkina Faso", Hommes et sociétés, Karthala.

34 Ouedraogo, H. M. G. 2006. "Décentralisation et pouvoirs traditionnels : le paradoxe des légitimités locales", Mondes en développement, no. 133, pp. 9-29.

35 Ouedraogo, H. M. G. 2006, op. cit. Il convient également de mentionner qu'à Kaya, la légitimité des autorités traditionnelles est d'autant plus forte qu'elle est fondée sur leur rôle historique de protection des communautés locales contre les anciennes puissances coloniales (voir : Révoltes et opposition dans un régime semi-autoritaire : Le cas du Burkina Faso).

36 La fréquence de leurs réunions a également augmenté depuis le début de la prolifération des groupes extrémistes violents.

les autorités coutumières ont tendance à se réunir surtout lors des cérémonies religieuses et des événements majeurs qui se produisent au sein de leurs communautés (célébrations, mariages). De plus, elles se réunissent à l'occasion de réunions avec les autorités de l'Etat à l'hôtel de ville, qui sont d'autant plus fréquentes en période de crise.

3.3 La gouvernance locale en pratique

Dans la pratique, les autorités coutumières et étatiques interagissent régulièrement. Elles ont développé une relation dynamique basée sur la "cohabitation", toutes comptant les unes sur les autres pour mener à bien leurs tâches, apprenant les unes des autres. On observe toutefois une tendance grandissante des autorités traditionnelles à se politiser, principalement en réaction aux initiatives successives de décentralisation. Avant les années 1990, lorsque l'État était fortement centralisé, les autorités traditionnelles n'avaient pas de concurrents sérieux dans leurs fiefs, essentiellement ruraux. L'émergence d'acteurs locaux, disposant d'une légitimité électorale (autorités municipales, comités de développement, etc.), a de plus en plus remis en cause leur monopole et ébranlé leur pouvoir. Leurs tentatives de se faire élire ou d'accéder à ces organes locaux par d'autres moyens peuvent donc être interprétées comme une tentative d'acquérir un peu de pouvoir, ou du moins de limiter sa perte.[37]

Frustrées par l'absence persistante d'un statut juridique fixe et d'une répartition claire des tâches, ainsi que par le sentiment d'être exploitées par les autorités municipales, les autorités traditionnelles ont de plus en plus tendance à se faire élire ou nommer dans les organes de l'État pour avoir accès aux ressources et organiser la fourniture des services publics. Le phénomène est si répandu que certains chercheurs affirment qu'être une autorité traditionnelle est devenu la "voie royale" pour être élu.[38] Lorsque les autorités traditionnelles ne sont pas elles-mêmes élues à des postes municipaux, leur influence dépend de plus en plus de leur affiliation à un parti et des responsabilités correspondantes qui leur sont attribuées en fonction de celui-ci.[39]

37 Ouedraogo, H. M. G. 2006, op. cit.

38 *Ibid*.

39 Finken, M. et Latouche, D. 2001. Décentralisation, acteurs locaux et services sociaux en Afrique: l'impact de la décentralisation sur les services de la santé et d'éducation en Afrique de l'Ouest et du Centre. Programme de Développement Municipal, Centre de recherches pour le développement international.

Les autorités traditionnelles n'hésitent pas non plus à encourager leurs subordonnés à voter pour tel ou tel parti – parfois même en se tenant près de l'urne le jour du scrutin.[40] À Kaya, les chefs de canton se réunissent à huis clos avec des politiciens pour élaborer une stratégie de campagne. Les ordres sur la façon de voter sont ensuite transmis aux chefs de village, qui sont chargés de donner des instructions à leurs communautés. En échange, les autorités traditionnelles peuvent recevoir des avantages financiers ou la promesse d'investissements dans leurs communautés.[41] La politisation croissante qui en résulte sape effectivement la légitimité des autorités traditionnelles, car elle suggère qu'elles ne sont pas au-dessus de la mêlée politique.[42]

Dans l'ensemble, les répondants à l'enquête et les informateurs clés (IC) ont déclaré que les autorités traditionnelles et l'État entretiennent une relation productive lorsqu'il s'agit de gérer les problèmes quotidiens dans les municipalités et qu'ils parviennent à s'entendre sans trop de frictions. Les autorités traditionnelles sont reconnues en tant qu'intermédiaires indispensables par les autorités étatiques, jouant un rôle important dans la diffusion de l'information. Elles sont louées pour leur capacité à mobiliser leurs communautés et à faire respecter les décisions et les règles. Certaines autorités étatiques affirment que toute action ou mesure nécessite leur implication pour réussir. Comme l'a souligné un représentant de l'État à Pissila :

> *Les autorités traditionnelles et religieuses sont des acteurs sociétaux, nous nous impliquons donc avec eux parce qu'ils ont de l'influence et qu'ils sont écoutés, donc très souvent, si vous les impliquez dans les activités, vous avez de bonnes chances de réussir.*[43]

Toutefois, et comme nous l'avons vu précédemment, cette évaluation positive est entachée d'allégations de politisation et de corruption :

> *L'unique problème majeur ici est l'implication des autorités traditionnelles dans la politique. [...] Elles trahissent leur serment et leur peuple. Par la suite, elles ne seront pas en mesure d'accomplir correctement leur devoir aux yeux de leur peuple et tout ce qui sortira de leur bouche ne sera pas crédible.*[44]

40 Hilgers, M. and Mazzochetti, J. 2010. "Révoltes et oppositions dans un régime semi-autoritaire: Le cas du Burkina Faso", Karthala.

41 *Ibid*.

42 Bertrand, E. Sindayigaya, A. Deceukelier, B. 2013. Quelles opportunités d'action pour la société civile dans la gestion des conflits au Burkina Faso ? Washington: Search for Common Ground:21.

43 Entretien avec un représentant de l'État, répondant, Pissila, 3 décembre 2020.

44 Entretien avec un représentant de l'État, répondant, Kaya, 1er décembre 2020.

La politisation des autorités traditionnelles est fortement rejetée par toutes les couches de la société civile, en particulier par les jeunes. Un jeune représentant de Kongoussi a dénoncé le prosélytisme électoral et le fait que les autorités traditionnelles aient un siège à l'assemblée nationale, affirmant que les autorités traditionnelles sont "trop précieuses" pour être impliquées dans la "politique politicienne".[45] Un représentant de l'État à Pissila a soulevé la contradiction fondamentale entre l'autorité des chefs traditionnels – qui est censée être absolue et incontestable – et l'opposition et les critiques des chefs politiques inhérentes à un système politique démocratique.[46] En s'impliquant dans la politique, les autorités traditionnelles s'exposent à une critique ouverte, ce qui constitue un risque sérieux pour leur autorité et leur légitimité.

45 Entretien avec un membre de la communauté, répondant, Kongoussi, 15 février 2021.

46 Entretien avec un représentant de l'État, répondant, Pissila, 3 décembre 2020.

4 Contributions des autorités coutumières à la résilience des communautés

Étant donné le rôle crucial que jouent les autorités coutumières dans la gouvernance locale du Centre-Nord, cette section se penche sur leur contribution à la résilience des communautés. Nous y analysons en particulier le rôle des chefs coutumiers considérés comme les plus accessibles par les personnes interrogées : les chefs de village et de district, ainsi que les imams et les prêtres. Les chefs religieux servent principalement de modèles moraux. En tant que tels, leurs actions sont scrutées par le grand public et ils jouent un rôle important dans la régulation des mœurs au sein des communautés.[47]

Selon les répondants à l'enquête et les IC, les autorités coutumières contribuent au renforcement de la résilience des communautés de quatre manières principales : par (1) leur rôle stabilisateur après des crises majeures, (2) leur rôle d'intermédiaire dans la fourniture de services publics, (3) leur rôle dans la gestion des ressources, et (4) leur rôle dans l'hébergement des PDI.

4.1 Le rôle stabilisateur des autorités coutumières après des crises majeures

Le rôle stabilisateur des autorités traditionnelles et religieuses face aux crises majeures est largement reconnu par les répondants : plus de 80 % reconnaissent leur rôle d'appel à la paix et à l'unité (voir figure 8 ci-dessous). Les autorités traditionnelles se distinguent également par l'accomplissement de rituels (67%) – ce que les autorités religieuses semblent moins enclines à faire (20%) – le ministre traditionnel des talismans du chef traditionnel de Boulsa expliquant que

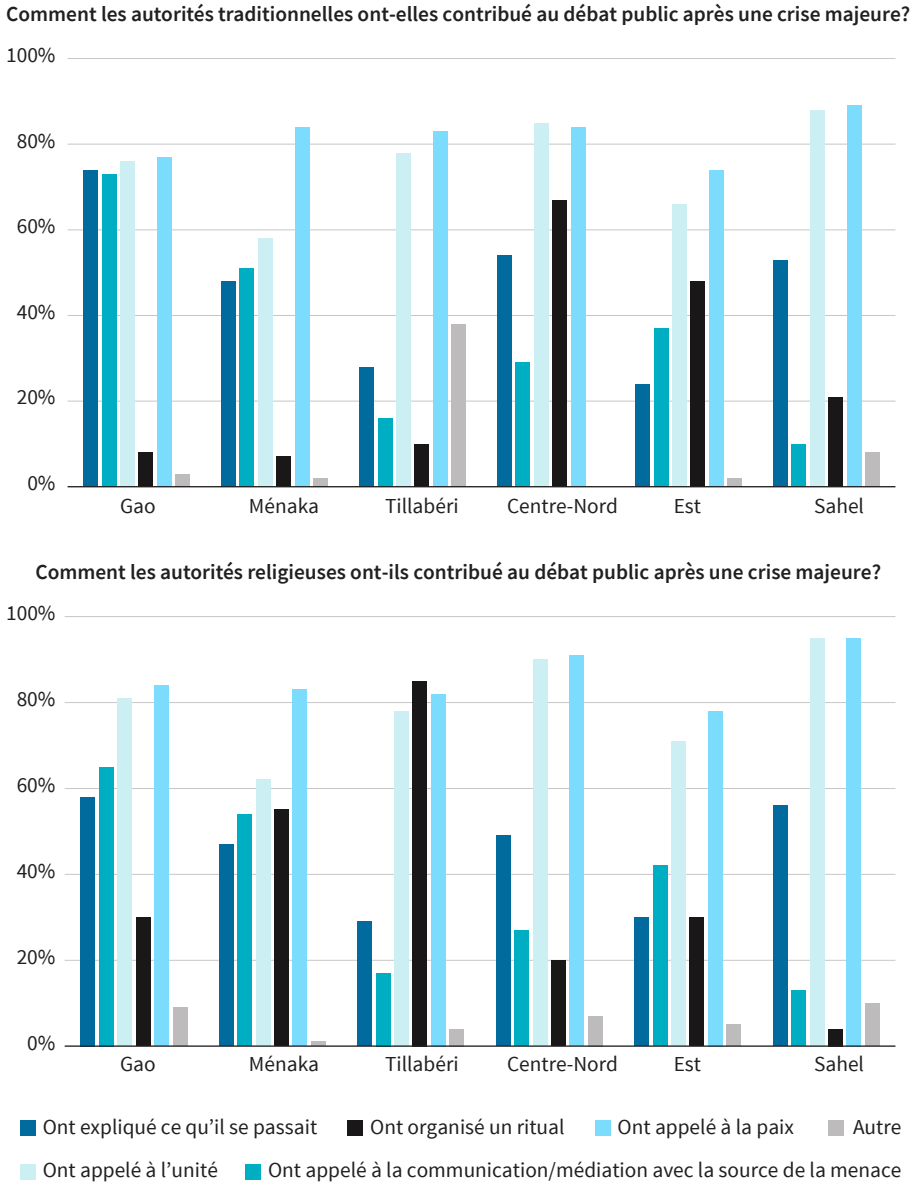
> *Face à la violence, nous organisons des rituels de protection, nous donnons des talismans de protection à nos Koglweogos et nous invoquons nos ancêtres pour qu'ils protègent nos forces de sécurité et de défense et toutes les familles ici à Boulsa.*[48]

47 Hagsberg, S. 2019. "Chefs coutumiers et responsables religieux" in "Sécurité par le bas. Perceptions et perspectives citoyennes des défis de sécurité au Burkina Faso", Uppsala University.

48 Entretien avec un chef traditionnel, répondant, Boulsa, 18 février 2021.

Les autorités traditionnelles jouent également un rôle dans le partage de l'information après une crise en expliquant ce qui s'est passé (plus de 49%). Cependant, ces autorités semblent relativement réticentes à communiquer ou à servir de médiateur directement avec la source de la menace (28%).

Figure 8 Actions discursives des autorités traditionnelles et religieuses face à une crise majeure (par région)



Le rôle des autorités traditionnelles dans la stabilisation a néanmoins ses limites. Outre l'apaisement de la communication au sein de leur communauté et l'accomplissement de rituels, les autorités traditionnelles ne sont pas sollicitées par les personnes interrogées pour une aide matérielle. Au mieux, elles jouent un rôle de coordinateur en invitant les membres de la communauté à des réunions et en coordonnant leurs efforts de secours (37%). Les personnes interrogées n'attendent pas de leurs autorités traditionnelles qu'elles leur assurent la sécurité. Lorsqu'on leur demande ce qu'ils souhaiteraient que leurs chefs traditionnels fassent à l'avenir, la grande majorité d'entre eux souhaitent qu'ils continuent à assurer leur rôle actuel de coordination.

À la suite de crises majeures, plutôt que d'assurer la sécurité ou l'aide matérielle d'urgence, les autorités traditionnelles renforcent donc la résilience de leurs communautés par des actions visant à promouvoir la cohésion sociale, le dialogue et la coordination intracommunautaires, tout en faisant appel aux croyances spirituelles de la communauté.

4.2 Les autorités coutumières comme intermédiaires dans la fourniture de services publics

La fourniture des services publics est assurée par les autorités étatiques, les autorités coutumières qui sont généralement considérées comme des auxiliaires. Leur rôle se limite principalement à servir d'"intermédiaires" ou de "facilitateurs" entre l'État et les populations locales, par exemple en relayant les informations sur les décisions de l'État à leurs communautés. Ils sont néanmoins consultés avant toute action concernant le développement de la commune, et, en fonction de la commune (surtout celles à concentration mossi comme Kaya), ils peuvent influencer eux-mêmes les décisions. En matière d'éducation et de santé, leur rôle est de sensibiliser et de mobiliser les populations à propos des sujets cruciaux.[49]

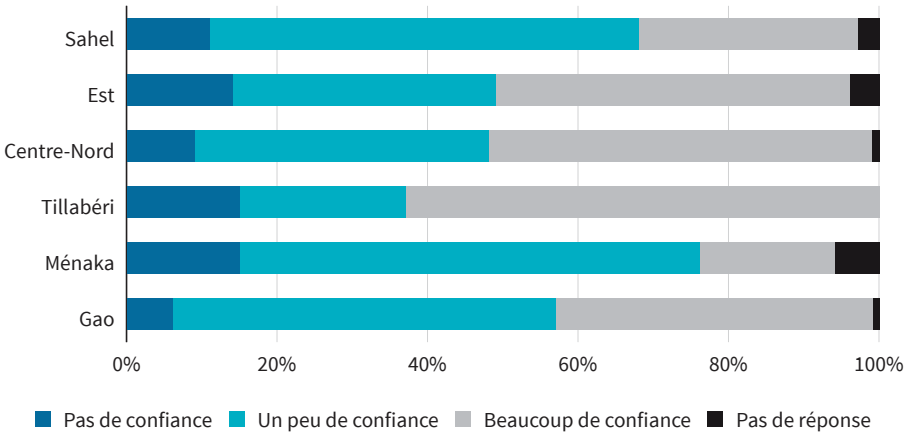
Les personnes interrogées issues des ONG et de la société civile considèrent les chefs traditionnels comme des intermédiaires indispensables auprès de la population ainsi que des partenaires clés du développement, et ce principalement en raison du rôle de plaidoyer qu'elles assurent. Un représentant de l'Etat à Pissila est même allé jusqu'à affirmer que les autorités traditionnelles agissent comme des "porte-paroles" des ONG.[50] Par exemple, à Boulsa, les autorités coutumières

49 Finken, M. and Latouche, D. 2001, *op. cit*.

50 Entretien avec un représentant de l'État, répondant, Pissila, 3 décembre 2020.

ont aidé les ONG à coordonner la construction de toilettes et de douches, tandis que les chefs religieux apportent régulièrement leur aide à des projets de développement spécifiques, tels que la distribution de nourriture et de produits de première nécessité, ainsi que des campagnes de vaccination. A Kaya et Kongoussi, les autorités traditionnelles ont aidé les ONG à accueillir et à prendre en charge les personnes déplacées en collectant de la nourriture et des produits de première nécessité. Il semble y avoir une relation harmonieuse et réciproquement bénéfique entre elles, favorisée par le fait que les ONG jouissent d'un taux de confiance relativement élevé parmi les personnes interrogées (voir la figure 9 ci-dessous).

Figure 9 Confiance dans les ONG (par région)



4.3 Le rôle des autorités coutumières dans la gestion des terres

Dans les régions mossis du pays, les chefs de terre "Tengsoaba" détiennent le pouvoir héréditaire sur les droits de succession foncière et servent, à cet égard, de véritables liens avec l'ascendance traditionnelle. En tant que gardiens du "pacte" originel scellé avec la divinité foncière locale, les chefs de terre ont traditionnellement le droit de distribuer et d'allouer les terres communautaires, ainsi que celui d'appliquer les lois et les règles coutumières. Selon les coutumes, la terre n'est que louée et reste la propriété du peuple autochtone.[51] Cela signifie que les autres groupes qui voulaient s'installer sur ces terres, comme les Peuls, devaient

51 En pratique, les chefs de terre ne peuvent pas exercer leur compétence sur l'ensemble du territoire qu'ils contrôlent. La micro-gestion est déléguée aux chefs de village (teng naaba), qui restent directement responsables devant les chefs de terre. Bertrand, E. et al 2013, op. cit.

conclure un pacte avec les chefs de terre locaux : en échange de la location des terres, ils devaient se soumettre aux chefs et respecter les coutumes et les traditions mossis. Pour les premières générations de colons peuls, la soumission était donc consensuelle et ne provoquait pas de doléances. Cependant, les nouvelles générations de Peuls, nés et élevés en terre mossi, ont de plus en plus de mal à accepter aveuglément le pacte originel. Ils estiment que la terre est autant la leur que celle des Mossis et plaident pour une plus grande liberté d'action et de reconnaissance. S'ils ne sont pas traités de manière adéquate à l'avenir, ces doléances pourraient former une fissure sociétale potentielle.

Dans le Centre-Nord, le rôle des autorités traditionnelles dans la gestion des terres leur permet de jouer un rôle actif dans l'accueil des personnes déplacées et dans la recherche de terrains où s'installer, mais également dans l'organisation de la collecte de nourriture, de médicaments et d'autres produits de première nécessité, tout comme dans l'incitation de la population à prendre soin d'eux.[52] Dans la pratique, les responsables de la mise en œuvre des projets veillent donc à impliquer les autorités traditionnelles, ou du moins à mener le projet de manière à ne pas les aliéner.[53]

Pourtant, si peu de gens remettent en question l'impératif moral de prendre soin des personnes déplacées, les entretiens avec les autorités traditionnelles et les membres des communautés mettent en évidence les frustrations que cela génère, tant chez les personnes déplacées, qui se plaindraient souvent de la façon dont elles sont traitées, que chez les populations hôtes, qui regrettent que les ressources soient détournées et réaffectées aux personnes déplacées.

Les autorités traditionnelles elles-mêmes déplorent le manque d'infrastructures, de ressources, de nourriture et de financement pour accueillir les PDI. Des plaintes répétées font état de la saturation des centres de santé, au point que les mosquées ont commencé à servir de lieux d'accueil pour les patients.[54] Les personnes déplacées sont de plus en plus perçues comme une menace pour la sécurité, comme l'explique un pasteur interrogé à Boulsa :

52 Entretien avec un chef traditionnel, répondant, Boulsa, 4 décembre 2020.

53 Pour ce faire, il faut les informer avant le début du projet, les consulter régulièrement, les impliquer dans la médiation et la résolution des conflits, etc. Voir : Ouedraogo, H. M. G. 2006, op. cit.

54 Entretien avec un chef religieux, répondant, Boulsa, 4 décembre 2020 : "*En termes de santé, nous contribuons souvent à la mosquée pour soigner les personnes déplacées. [...] Les centres de santé sont remplis de malades en raison de l'arrivée massive de déplacés dans notre commune*."

> *Les difficultés que nous rencontrons sont que nous avons très peu de ressources pour pouvoir satisfaire la demande, surtout avec la présence massive de déplacés internes ; et cette réalité nous met dans une situation d'insécurité dans la mesure où c'est la fin qui justifie les moyens, ce qui signifie que si ces déplacés internes n'ont pas suffisamment de nourriture cela peut les amener à accepter toutes sortes de propositions [...].*[55]

L'aide complémentaire apportée par les autorités publiques est utile mais elle est jugée insuffisante. Bien que les personnes interrogées aient affirmé qu'une part importante des PDI étaient rentrées chez elles lors des récentes accalmies de la violence, de nouveaux affrontements sont susceptibles de provoquer de nouveaux déplacements. La diminution des ressources face à l'augmentation constante du nombre de PDI générée par les campagnes meurtrières des organisations terroristes risque donc d'aggraver encore les tensions à l'avenir.

55 Entretien avec un chef religieux, répondant, Boulsa, 1er décembre 2020.

5 Le rôle des autorités coutumières dans le renforcement de la résilience face aux organisations extrémistes violentes

Pour comprendre le rôle des autorités traditionnelles et religieuses dans le renforcement de la résilience face aux groupes extrémistes violents, nous avons également exploré leur rôle dans la fourniture de sécurité, la résolution des conflits, la construction de la cohésion sociale et l'inclusion des jeunes et des femmes.

5.1 Le rôle des autorités coutumières dans la fourniture de sécurité

Au niveau macro, le rôle des autorités traditionnelles dans la sécurité communautaire est double. Premièrement, elles agissent en tant que principaux intermédiaires entre les forces de sécurité et de défense et la population. À ce titre, elles diffusent des informations sur la sécurité, sensibilisent aux risques sécuritaires, encouragent leurs communautés à collaborer avec les forces de sécurité et de défense, dénoncent les éléments suspects et exhortent les résidents à respecter les mesures de sécurité. Dans cette optique, ils surveillent également leurs communautés par le biais de mécanismes de surveillance informels et transmettent les informations pertinentes aux forces de sécurité et de défense. Ils s'engagent également parfois dans des mesures préventives ciblées, comme leur participation aux "caravanes de la paix" organisées par les autorités de l'État. Les caravanes de la paix sont de grands forums réunissant des leaders de différentes couches socioprofessionnelles dans le but de discuter et de promouvoir des mesures visant à renforcer la cohésion sociale et à préserver la paix.[56]

56 See: Burina Labaali,"Centre du Nord: La coalition Jam a organisé un forum avec les leaders d'opinion pour un retour à la paix à Kaya", Janvier 17, 2021.

Deuxièmement, les autorités traditionnelles participent de manière informelle à la fourniture de la sécurité par le biais du contrôle qu'elles exercent de facto sur les unités locales d'autodéfense des Koglweogos.[57] Si les membres des Koglweogos ont en partie intégré la structure des VDP soutenue par l'État et opèrent sous des commandements militaires régionaux, les unités des Koglweogos qui, dans la pratique, répondent aux chefs traditionnels, continuent d'agir en parallèle. Les deux acteurs ont développé une relation dynamique et mutuellement bénéfique. Les Koglweogos assurent la sécurité personnelle des chefs traditionnels lors d'événements et de cérémonies publics, tandis que les chefs leur apportent en retour une légitimité, les aidant ainsi à obtenir un soutien financier et matériel, et accomplir des rituels et des bénédictions avant leurs missions.[58]

Les Koglweogos constituent un outil puissant, mais controversé, entre les mains des autorités traditionnelles. A plusieurs reprises, les Koglweogos ont été accusés de mener des actions "offensives" contre les minorités ethniques, en dehors de leur mandat défensif. Ces actions extrajudiciaires auraient nourri les conflits ethniques, facilitant ainsi incidemment le recrutement de minorités ethniques par les groupes extrémistes violents.[59] Dans l'ensemble, les chefs traditionnels n'ont pas condamné les abus présumés des Koglweogos, ce qui conduit certaines personnes interrogées à affirmer qu'ils en sont tacitement complices.

Encadré 2 Le massacre de Yirgou

Dans la nuit du 31 décembre 2019 au 1er janvier 2020, des terroristes ont attaqué le village de Yirgou, tuant six personnes – dont le chef du village et son fils. Les Koglweogos locaux ont immédiatement riposté, tuant entre 49 (selon le gouvernement burkinabé) et 210 personnes (selon l'Association contre l'impunité et la stigmatisation des communautés). Les Koglweogos ont délibérément ciblé les membres de la communauté peul, les accusant d'être du côté des groupes extrémistes violents. Une enquête a été ouverte par le procureur de Kaya.[60]

57 Entretien avec un membre de la communauté, répondant, Kongoussi, 15 février 2021 et confirmé par notre chercheur local.

58 Entretien avec un représentant de l'État, répondant, Mane.

59 International Crisis Group 2020, *op. cit.*

60 Kansié, S. "Burkina Faso – Massacres de Yirgou : 2 ans après les tueries, la justice se fait toujours attendre", Cenozo, February 11, 2021.

À l'avenir, et à condition que le rôle des groupes d'autodéfense tels que les Koglweogos dans la sécurité continue de croître, les liens des autorités traditionnelles avec ces groupes devront être reconnus et pris en compte lors de l'élaboration des politiques visant à renforcer la sécurité dans le Centre-Nord.

5.2 Le rôle des autorités coutumières dans la résolution des conflits

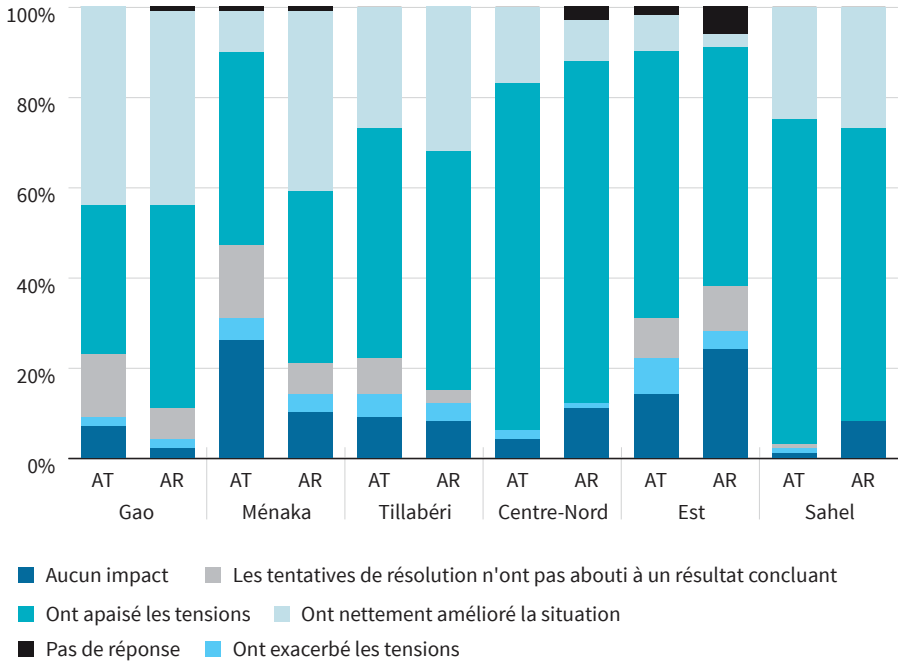
Lorsqu'on leur demande quels sont les acteurs qui prédominent dans les processus de résolution des conflits, les répondants mentionnent massivement les autorités traditionnelles (41%), devant les acteurs armés (30%),[61] pour les conflits à l'intérieur et à l'extérieur du village.[62] Cela est particulièrement vrai lorsque l'objet du conflit est lié à la terre, notamment les conflits fonciers et les conflits entre agriculteurs et éleveurs (80%), se cristallisant souvent autour des ethnies. Ils sont également sollicités pour gérer les conflits conjugaux et familiaux. A Mané, les personnes interrogées ont déclaré que ces autorités devaient également gérer les conflits entre les sociétés d'exploitation de l'or et la population.[63] A ce jour, les personnes interrogées dans les municipalités relativement sûres du sud de la région estiment que les efforts de résolution des conflits déployés par leurs autorités traditionnelles sont très efficaces (voir figure 10 ci-dessous).

61 A Mané, cependant, les personnes interrogées ont tendance à désigner la préfecture et plus généralement les autorités de l'Etat comme les premiers gestionnaires des conflits.

62 Contrairement à ce qui se passe dans d'autres régions du Burkina Faso, les autorités religieuses ne jouent dans l'ensemble qu'un rôle secondaire dans les processus de résolution des conflits, quand elles y participent. Elles sont parfois appelées par le chef pour présenter un point de vue basé sur les écritures (de la même manière que les fonctionnaires sont appelés pour apporter leur expertise technique).

63 Entretien avec un représentant de l'État, répondant, Mané, 27 novembre 2020.

Figure 10 Efficacité des efforts de résolution des conflits des autorités traditionnelles et religieuses (par région)



En pratique, lorsque les autorités traditionnelles sont saisies d'une plainte, elles envoient des substituts de confiance pour découvrir ce qui s'est passé sur le terrain.[64] Ensuite, elles organisent des réunions avec les parties, ainsi qu'avec tous les acteurs concernés (y compris les "sages", les "griots", les "notables", les familles des parties, les autorités religieuses, les fonctionnaires concernés, les Koglweogos et les personnes âgées, en fonction du conflit en question). Les autorités traditionnelles écoutent les plaintes des parties et servent de médiateur dans le dialogue, en vue d'obtenir une décision par consensus.[65] Certains disent

64 Le chef de district est généralement le premier à être sollicité pour tenter une médiation. Si aucune solution n'est trouvée, l'affaire peut être transférée au chef de village, puis au chef de canton, et enfin au grand chef.

65 En complément de ce processus institutionnalisé de résolution des conflits, certaines autorités traditionnelles utilisent également des mécanismes plus cérémoniels. Par exemple, à Pissila, les chefs obligent les parties à jurer devant un objet investi de pouvoirs sacrés ou magiques avant d'alléguer leurs revendications, ce qui oblige souvent la partie délinquante à abandonner sa revendication.

qu'elles ne prennent pas vraiment de décisions ou ne rendent pas de jugements,[66] contrairement au processus d'administration de la justice, qui est principalement entre les mains des groupes armés et de la police, ainsi que des fonctionnaires et des élus.

Aussi bien les données qualitatives que quantitatives montrent que les décisions des chefs traditionnels sont généralement bien acceptées. Les rares voix discordantes parmi les personnes interrogées nuancent leurs propos en ajoutant que l'acceptation peut être motivée par la crainte de devoir porter l'affaire devant la police, la gendarmerie ou la justice et d'encourir des punitions, des amendes, voire des peines de prison. D'autres soulignent des facteurs culturels, comme le fait que dans la culture Moagha, l'opposition à la décision du chef peut conduire le protagoniste à la malédiction. Les taux élevés d'approbation du rôle des autorités traditionnelles dans la résolution des conflits, ainsi que la peur des alternatives, pourraient expliquer le taux élevé (70%) de répondants à l'enquête déclarant qu'ils ne feraient rien s'ils n'étaient pas d'accord avec une décision.

La résolution des conflits dans le Centre-Nord est également caractérisée par un haut niveau d'implication des Kogleweogos et des VDP.[67] C'est notamment le cas à Pissila – où, fait intéressant, les autorités traditionnelles ont participé à la mise en place de l'unité des Koglweogos et entretiennent des relations très étroites avec eux.[68] De même, les autorités traditionnelles de Boulsa ont participé à la mise en place d'un groupe d'autodéfense dans la zone de la municipalité.[69] Selon certaines personnes interrogées, les Koglweogos et les VDP sont souvent les premiers acteurs externes consultés par les parties impliquées dans un conflit, avant les autorités traditionnelles et religieuses, la police et la gendarmerie.[70] Les personnes interrogées considèrent que les Koglweogos et les VDP sont francs et dignes de confiance, et qu'ils bénéficient du plus haut taux de confiance dans toutes les régions du Burkina Faso incluses dans notre étude (voir la figure 11 ci-dessous).

66 Entretien avec un chef traditionnel, répondant, Pissila, 17 février 2021.

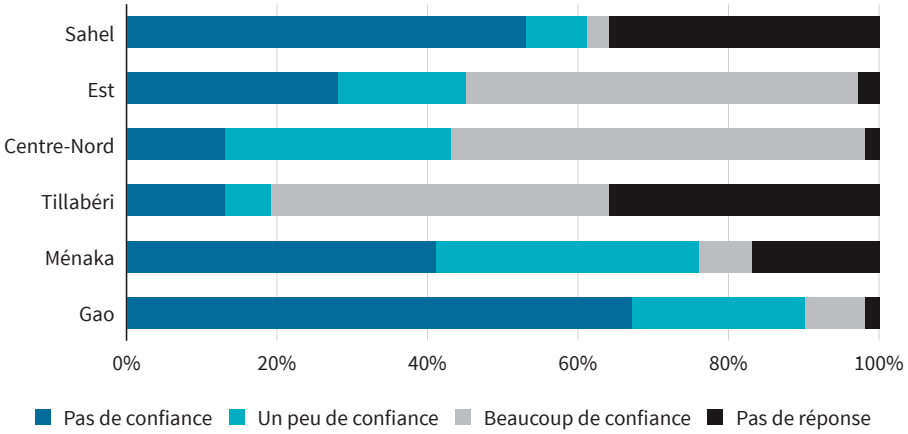
67 Entretien avec un chef traditionnel, répondant, Boulsa, 19 février 2021.

68 Entretien avec un chef traditionnel, répondant, Pissila, 3 décembre 2020.

69 Entretien avec un chef traditionnel, répondant, Boulsa, 19 février 2021 : "*En matière de sécurité, nous avons soutenu la mise en place du groupe d'autodéfense dans la province*."

70 Entretien avec un membre de la communauté, répondant, Boulsa, 4 février 2021. Entretien avec un membre de la communauté, répondant, Boulsa, 4 décembre 2020.

Figure 11 Confiance dans les groupes d'autodéfense et les initiatives locales de sécurité (par région)

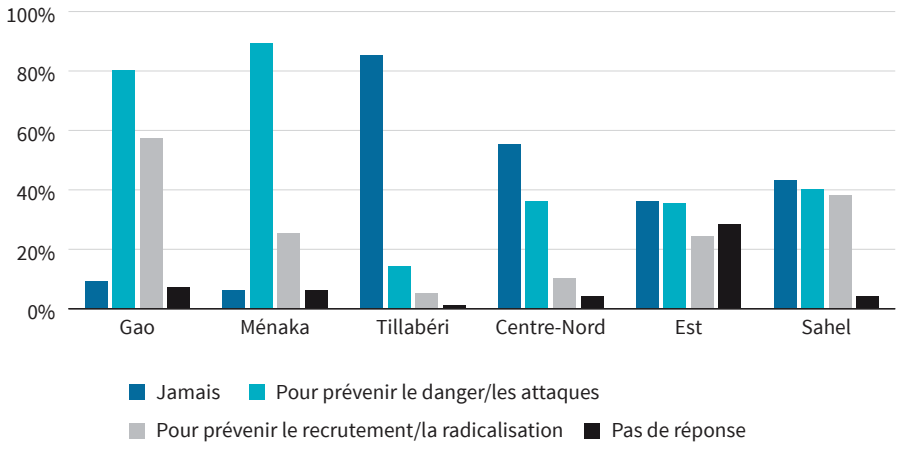


Cela peut suggérer une tendance plus générale que nous observons dans toutes les régions où, lorsqu'un conflit devient violent, les autorités traditionnelles se retirent et le renvoient aux acteurs armés présents sur le terrain. Plus les parties recourent à la violence, moins les autorités traditionnelles exercent d'influence sur les processus de résolution des conflits, moins elles jouent un rôle dans la construction de la cohésion sociale et de la résilience, ainsi que dans le blocage de l'extrémisme violent. Si, à court terme, cela ne semble pas affecter leur légitimité, cette tendance pourrait sérieusement compromettre leur raison d'être à l'avenir.

Cependant, les autorités traditionnelles peuvent rester dans le même temps pertinentes lorsqu'il s'agit de servir d'intermédiaires entre la population et les forces de sécurité de l'État. À Boulsa, par exemple, les autorités traditionnelles ont négocié la libération d'un chef Koglweogo qui avait été arrêté par les forces gouvernementales.[71] En revanche, la majorité des personnes interrogées dans le Centre-Nord désapprouve le fait que les autorités coutumières entament des négociations avec les organisations extrémistes violentes (voir la figure 12 ci-dessous).

71 Entretien avec un membre de la communauté, répondant, Boulsa, 4 décembre 2020.

Figure 12 Quand est-il acceptable que les autorités traditionnelles et religieuses négocient avec les organisations extrémistes violentes (par région) ?



5.3 La contribution des autorités traditionnelles à la cohésion communautaire

Au Burkina Faso, les autorités coutumières sont considérées comme des médiateurs qui interviennent dans tous les problèmes liés à la vie communautaire.[72] Ce sont elles qui définissent les mœurs de la société, mais aussi les comportements considérés comme déviant de la norme et pouvant conduire à l'expulsion de la communauté.[73] Ils prêchent régulièrement la paix, l'unité, la solidarité et la cohésion sociale. Ils jouissent d'une autorité politique et d'un pouvoir distinct de celui de l'État, qui leur sont conférés par leur ascendance.[74]

72 Hagsberg, S. 2019, *op. cit.*

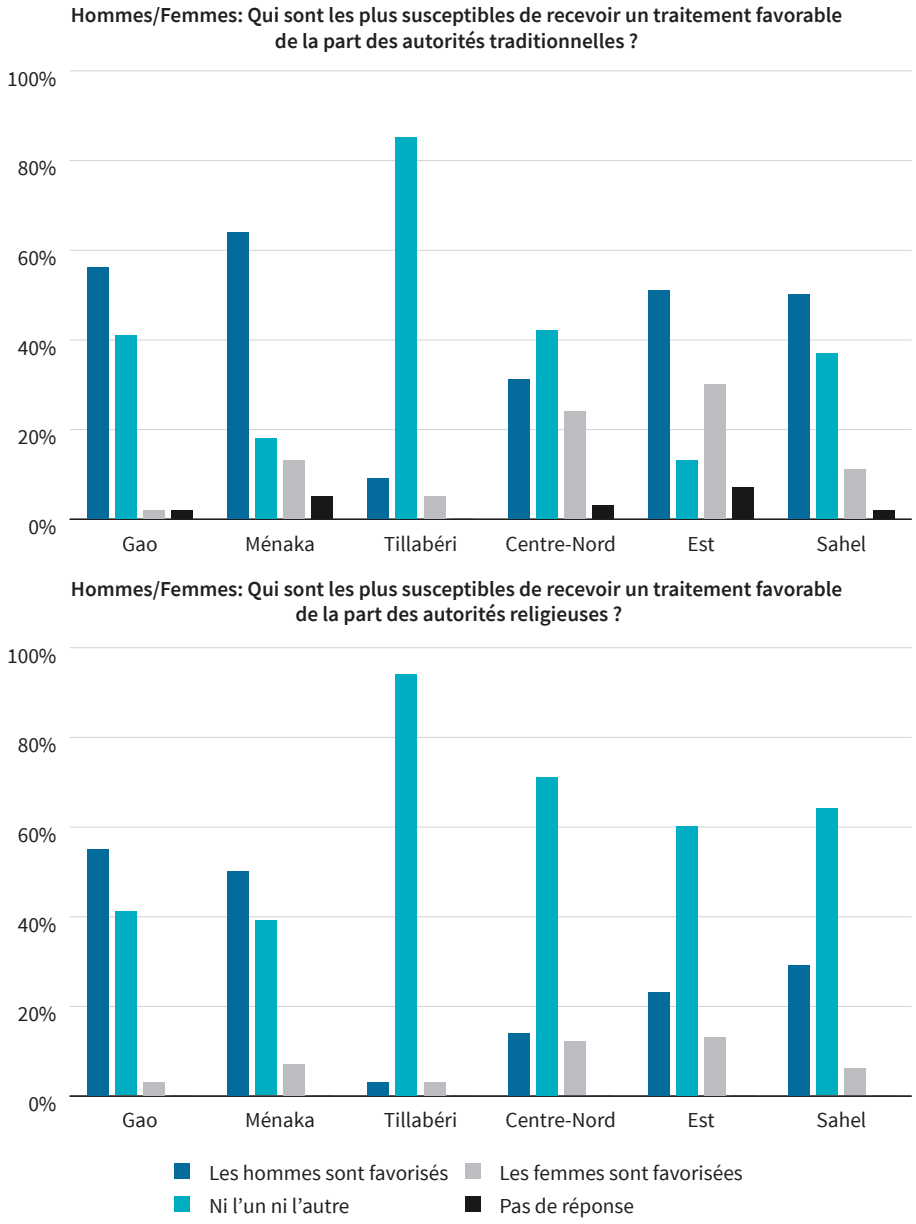
73 Hagberg, S. 2007. "Traditional Chieftaincy, Party Politics and Political Violence in Burkina Faso", in: Lars Buur, L. Kyed, H. *State recognition and democratization in Sub-Saharan Africa*, Palgrave, pp. 131-153.

74 Halpougoudou, M. 2004. Chefferie traditionnelle et pouvoir républicain : une alliance contre-nature ?, *Espace scientifique*, no. 02.

Dans le Centre-Nord en particulier, les autorités coutumières s'en sortent relativement bien lorsqu'il s'agit d'accorder un traitement égal à divers sous-groupes de la société, comme les hommes par rapport aux femmes, les jeunes par rapport aux vieux, les éleveurs par rapport aux agriculteurs, et les riches par rapport aux pauvres. Cela ne veut pas dire qu'il n'existe aucune marge d'amélioration. En ce qui concerne l'égalité de traitement des femmes, par exemple, seuls 42% des personnes interrogées (principalement des hommes) estiment que les autorités traditionnelles et religieuses mettent les hommes et les femmes sur un pied d'égalité (voir figure 13 ci-dessous).[75]

75 Pour les autorités religieuses, le chiffre est de 71%.

Figure 13 Traitement des hommes et des femmes par les autorités traditionnelles et religieuses (par région)



L'une des raisons en est que la société Moagha demeure particulièrement patriarcale et conservatrice. Les femmes ne peuvent pas s'adresser directement aux chefs (sauf indication contraire), et ont rarement le droit d'assister aux réunions. Lorsqu'elles ont le droit d'exprimer leurs opinions, la mesure dans laquelle ces opinions sont prises en compte est très limitée, selon la plupart des personnes interrogées. En outre, les femmes doivent passer par des intermédiaires pour atteindre les autorités traditionnelles.[76]

Le directeur d'une ONG à Mané a formulé la situation de manière très claire :

> *Il est très difficile pour une autorité traditionnelle de convoquer les femmes à des réunions. En général, chez les Mossis, c'est entre hommes que les décisions sont prises, donc il n'y a pas de rencontres entre les femmes et les autorités traditionnelles de manière concrète. C'est toujours indirect : elles passent toujours par leurs maris pour transmettre le message. Il y a ce que la femme peut dire et ce qu'elle ne peut pas dire, ce qu'elle peut exiger et ce qu'elle ne peut pas exiger.*[77]

Un directeur d'école de Mané a abordé sans détour le rôle des femmes tel qu'il est assigné par la tradition dans les sociétés Moagha :

> *Selon les traditions Moagha, la place de la femme est à la maison, elle s'occupe de [...] son foyer en général. L'interaction avec le roi ou le Naaba n'existe pas, ce qui signifie que la voix féminine n'a pas de poids. Chez les Mossis, la femme est soumise, elle subit. Ce sont plutôt les hommes qui sont influencés par ces autorités.*[78]

S'agissant de l'égalité de traitement des éleveurs et des agriculteurs, les autorités traditionnelles sont perçues comme ayant fait de leur mieux. Ainsi, plus de 70 % de nos répondants pensent que le même traitement s'applique aux deux groupes (voir la figure 14 ci-dessous). Pour les autres répondants, une majorité perçoit les autorités comme favorisant les agriculteurs par rapport aux éleveurs.[79]

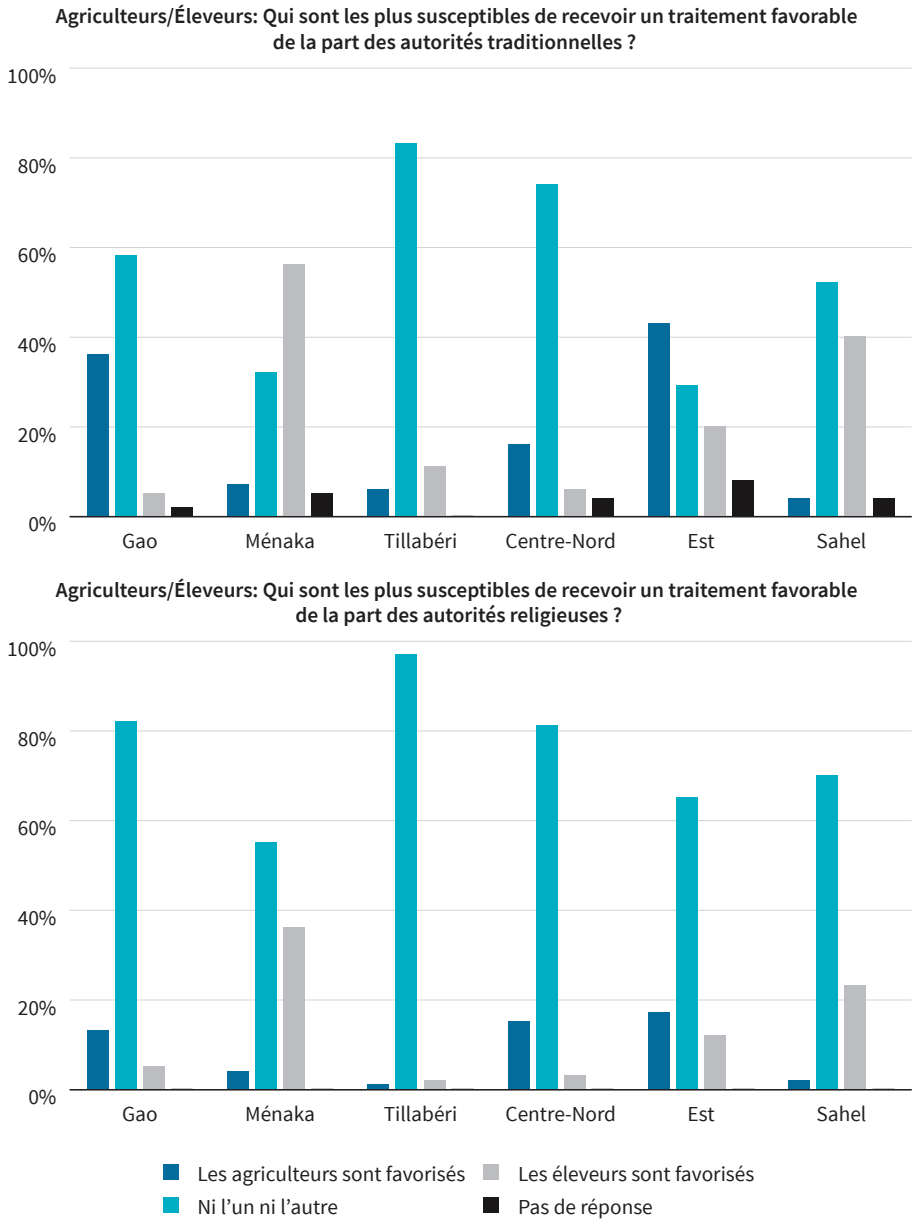
76 Entretien avec un membre de la communauté, répondant, Boulsa, 26 novembre 2020. Entretien avec un membre de la communauté, répondant, Kaya, 4 décembre 2020.

77 Entretien avec un membre d'une ONG, répondant, Mané, 27 novembre 2020.

78 Entretien avec un fonctionnaire, répondant, Mané, 3 décembre 2020.

79 Une distribution similaire des scores est visible pour les autorités religieuses.

Figure 14 Traitement des agriculteurs par rapport aux éleveurs par les autorités traditionnelles et religieuses (par région)



Si les résultats précédents sont cohérents pour les autorités traditionnelles et religieuses, il existe des différences importantes en ce qui concerne les clivages riches-pauvres et jeunes-âgés (voir les figures 15 et 16 ci-dessous). En particulier, les autorités traditionnelles sont perçues comme étant plus enclines à prendre parti pour les riches et les personnes âgées que pour les pauvres ou les jeunes membres de la communauté. En revanche, les chefs religieux sont perçus comme plus justes, ne favorisant ni les uns ni les autres.

Figure 15 Traitement des riches et des pauvres par les autorités traditionnelles et religieuses (par région)

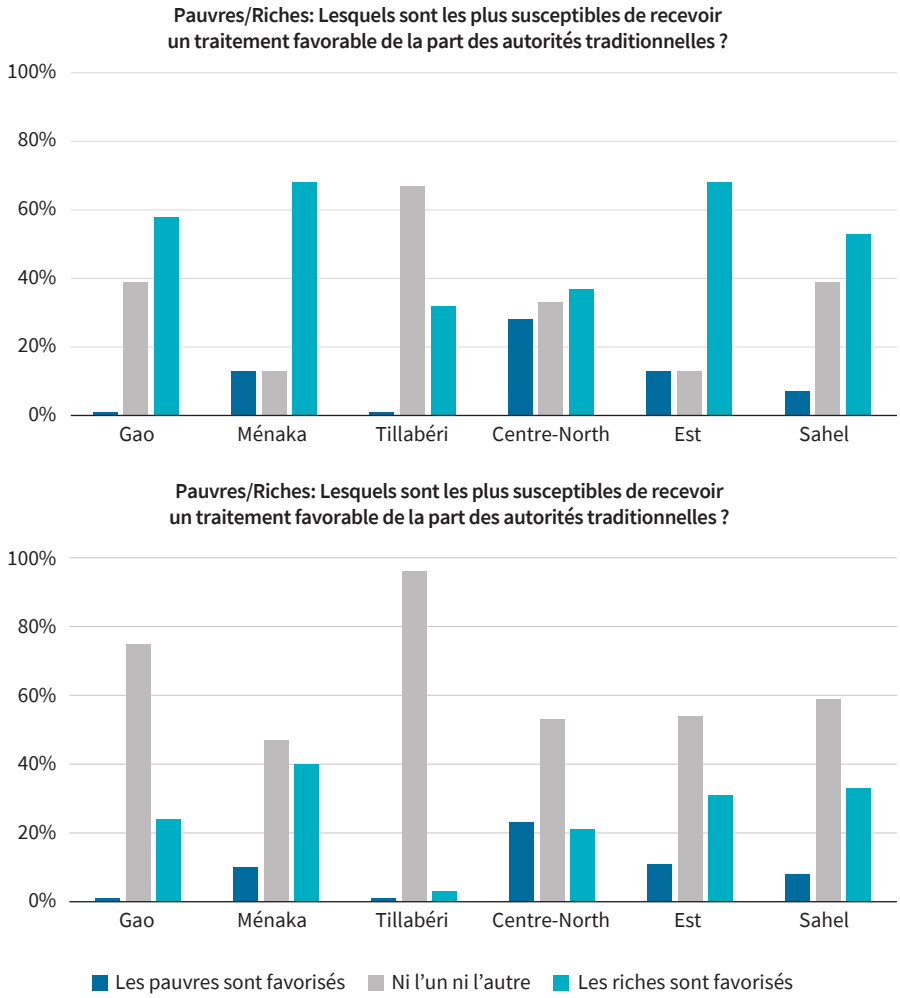
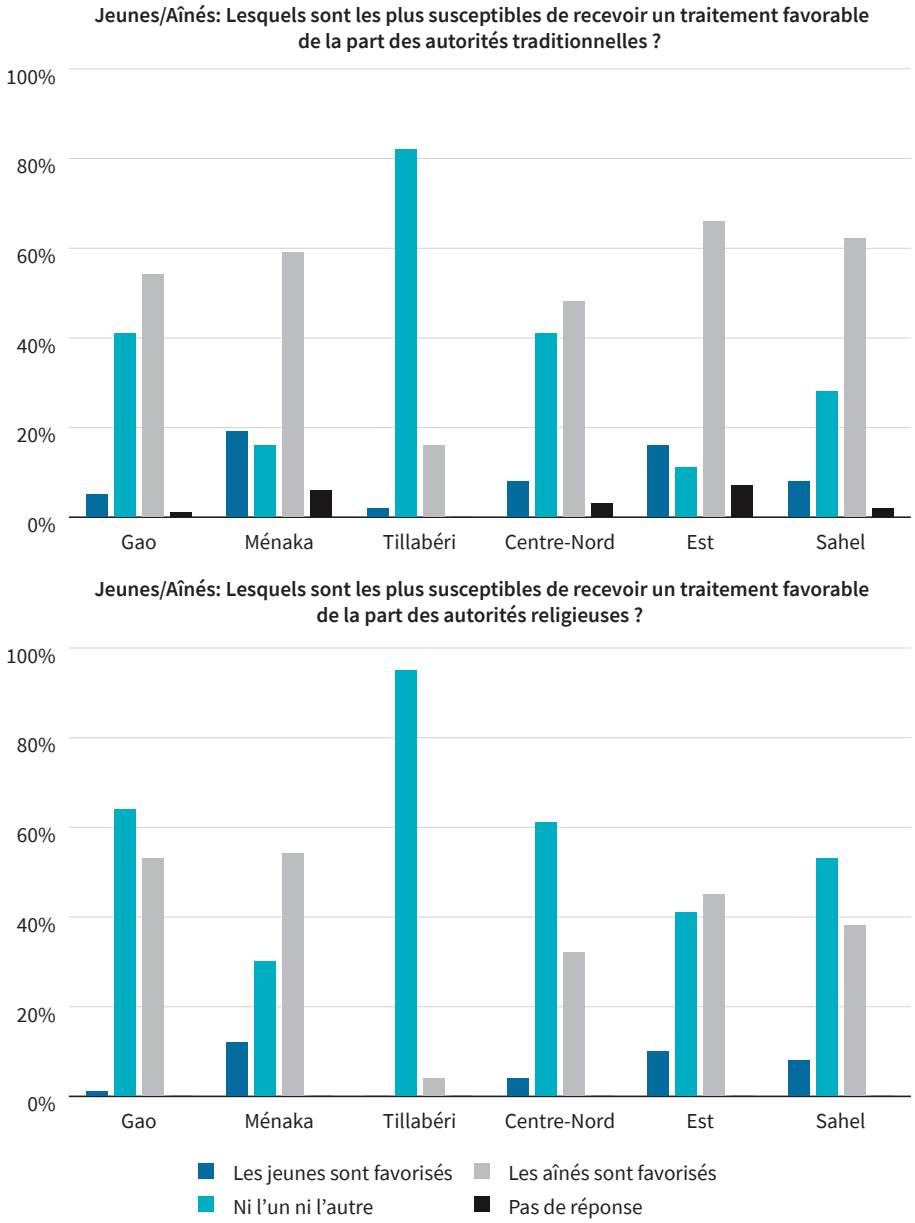


Figure 16 Traitement des jeunes par rapport aux aînés par les autorités traditionnelles et religieuses (par région)



5.4 La perte d'influence des autorités coutumières auprès des jeunes

Dans un contexte où les personnes interrogées dans le Centre-Nord préviennent que le manque d'opportunités et de ressources socio-économiques rend les jeunes plus susceptibles d'être recrutés par les groupes extrémistes violents, les autorités coutumières sont considérées comme exerçant une influence positive sur les jeunes générations, même si cela connaît de moins en moins de succès.

Les personnes interrogées ont expliqué que les autorités coutumières tirent principalement leur légitimité auprès des jeunes d'un respect général des traditions, des coutumes et des anciens. Dans le but de limiter l'influence des groupes extrémistes violents sur les jeunes, les autorités coutumières ont organisé des activités de sensibilisation et d'éducation à la paix et à la cohésion sociale. Selon certaines personnes interrogées, les menaces des autorités coutumières de maudire ceux qui rejoignent les organisations terroristes peuvent également dissuader certains extrémistes potentiels.

Une femme résidant à Kongoussi a indiqué que les autorités coutumières ont

> *une grande influence sur les jeunes [...] qui est due au fait que ces autorités sont des leaders d'opinion et des gardiens des valeurs traditionnelles et religieuses. Lorsqu'un chef ou un leader religieux demande aux gens de ne pas faire ceci ou cela, ils ont de fortes chances d'être écoutés et suivis. [...] Les chefs traditionnels et religieux sensibilisent les jeunes aux maux et aux conséquences néfastes du terrorisme sur la cohésion sociale. En outre, les chefs traditionnels n'hésitent pas à maudire les jeunes qui tentent de rejoindre des groupes terroristes.*[80]

Cependant, l'influence des autorités coutumières a diminué, à tel point que certaines personnes interrogées affirment que les jeunes influencent désormais les autorités traditionnelles avec des "idées occidentales". L'influence des autorités coutumières est également moins évidente à Mané, en raison d'une plus forte présence des croyances chrétiennes (qui laissent moins de place à l'utilisation de la menace des malédictions religieuses). Le manque de ressources, tant financières que matérielles, constitue également une contrainte sérieuse sur la

80 Entretien avec un membre de la communauté, répondant, Kongoussi, Centre-Nord, 15 février 2021.

capacité des autorités traditionnelles à influencer les jeunes. Un vicaire de Mané souligne les limites de l'influence des autorités traditionnelles :

> *Si vous n'avez pas les moyens financiers et matériels, les mots ne suffisent pas. [...] En clair, pour que cela fonctionne, il faut avoir quelque chose de concret à proposer en plus de la sensibilisation, des moyens que nous n'avons pas, ce qui rend la tâche difficile.*[81]

Les autorités coutumières de tous les sites de recherche du Centre-Nord ont déploré à plusieurs reprises le déclin de la religion et des croyances spirituelles chez les jeunes générations. À Boulsa et à Kaya, les IC – comme l'imam de Kaya – ont constaté un manque croissant de respect pour les chefs religieux, ce qui érode leur légitimité.[82] D'autres personnes interrogées ont désigné la mondialisation et la modernité comme des facteurs sous-jacents qui, selon elles, font baisser le nombre de personnes ayant des croyances spirituelles.

La grande majorité des personnes interrogées s'accordent pour affirmer que les autorités traditionnelles restent des acteurs clés dans la lutte contre l'extrémisme violent, mais à long terme, des garanties plus efficaces devront être mises en place. Le manque de moyens matériels et financiers, le déclin du rôle de la religion, la mondialisation et le manque d'emplois et des opportunités économiques peuvent sérieusement menacer leur rôle pour empêcher les jeunes de succomber à l'appel des organisations terroristes.

81 Entretien avec un chef religieux, répondant, Mané, Centre-Nord, 16 février 2021.

82 Entretien avec un chef religieux, répondant, Kaya, 1er décembre 2020.

6 Implications pour la programmation

Comme l'illustre ce rapport, les autorités coutumières sont des acteurs essentiels de la résilience des communautés. Pourtant, le recours croissant à la violence place les conflits hors du champ d'action des chefs traditionnels, diminuant ainsi le rôle pour lequel ils sont le plus acclamés. De plus, le manque de moyens matériels et financiers ainsi que le déclin du rôle de la spiritualité compromettent l'efficacité de leurs actions et réduisent la légitimité et le respect dont jouissent les chefs traditionnels.

En corollaire, un soutien massif aux camps de déplacés du Centre-Nord constitue une nécessité absolue à court terme. Cela permettrait d'alléger la pression actuellement ressentie tant par les personnes déplacées elles-mêmes que par les communautés d'accueil et, par conséquent, de soulager considérablement la charge de travail des autorités coutumières tout en leur permettant de se concentrer sur leurs tâches essentielles. En outre, les acteurs nationaux et internationaux qui travaillent à soutenir la résilience des communautés et les autorités coutumières devraient se concentrer sur les quatre priorités suivantes :

- **Réglementer la position de l'autorité traditionnelle**. L'adoption et le respect d'un code de conduite en ce qui concerne les relations entretenues avec la sphère politique. Si les interactions avec les personnalités politiques constituent une nécessité quotidienne, la frontière avec les mauvaises pratiques peut être floue et générer des frustrations au sein des communautés locales. Comme le soulignent les exemples de la région Est du Burkina Faso, la politisation des chefs coutumiers peut ouvrir la voie à des luttes intestines au sein de la chefferie et, à long terme, éroder la légitimité et l'autorité coutumières. Un statut officiel pour les chefs traditionnels pourrait servir de cadre pour réglementer leur position et leurs responsabilités – comme au Niger voisin. Non seulement il les écarterait de la politique en interdisant, par exemple, aux chefs de se présenter à des fonctions publiques, mais il leur permettrait également l'attribution de moyens et de compensations pour leur rôle de gouvernance au niveau municipal. Dans le Centre-Nord, ce besoin est particulièrement évident dans le contexte de la crise croissante des PDI, où les chefs continuent de jouer un rôle clé dans la mobilisation des ressources communautaires.

- **La responsabilité des unités locales Koglweogos sous leur contrôle**. Le ciblage ethnique par les groupes Koglweogos au nom de la lutte contre le terrorisme risque de soutenir davantage la mobilisation des groupes extrémistes violents qui instrumentalisent habilement ce ciblage. Aucun effort visant à lutter contre les violations des droits de l'homme ne peut contourner les chefs traditionnels, en tant qu'acteurs essentiels des unités Koglweogos. La dynamique ne s'étant pas encore détériorée tel qu'elle l'a été dans les régions voisines de l'Est et du Sahel, une telle formation des chefs traditionnels pourrait encore être mise à contribution pour prévenir les cycles de violence et de représailles qui pourraient être déclenchés par des meurtres à caractère ethnique. Toute collaboration en matière de sécurité avec les autorités traditionnelles doit néanmoins être menée avec prudence et discrétion, afin d'éviter de les exposer à des actions de représailles de la part des groupes terroristes.

- **L'inclusion des femmes dans les processus traditionnels de prise de décision**. Bien qu'il s'agisse d'une question très délicate, compte tenu des coutumes et des traditions, nous pensons qu'il est nécessaire d'ouvrir progressivement et graduellement les processus de prise de décision aux femmes, jusqu'ici mises à l'écart. Cela ne devrait pas être imposé par des quotas, mais plutôt par des étapes progressives, allant de la consultation effective à un rôle plus important dans les processus de résolution des conflits. Il faudra toutefois veiller à ne pas instrumentaliser les femmes dans la lutte contre les groupes extrémistes violents, ni à les "essentialiser" en tant que "faiseuses de paix naturelles", ou les enfermer dans un rôle de "bienveillance maternelle" – sinon le risque de perpétuer les clichés sur le genre serait contre-productif.

- **Soutenir le développement socio-économique**. L'influence coutumière exercée sur les jeunes par le biais de la tradition n'est décidément pas sans fin. À mesure que la mondialisation, la modernité et le déclin du rôle de la spiritualité dissipent le mysticisme dans lequel elles sont enveloppées, le potentiel d'influence des autorités traditionnelles diminuera de plus en plus dans la lutte contre les groupes terroristes. Principalement perçu comme étant motivé par des griefs socio-économiques et le manque d'opportunités et de perspectives d'emploi, le recrutement par les organisations extrémistes violentes nécessitera la mise en place d'alternatives concrètes et adéquates. Bien que ce ne soit pas le rôle des autorités traditionnelles de créer des programmes générateurs d'emplois et de formation professionnelle, toute initiative de ce type serait, à notre avis, plus efficace pour peu qu'elle soit aidée et encouragée par les autorités traditionnelles. Couplés et mis au service d'opportunités économiques réelles, les restes de légitimité traditionnelle dont ils disposent pourraient constituer un outil puissant dans la lutte contre les organisations terroristes.